

Championne de la cause des femmes

Les inégalités entre les sexes restent profondément ancrées dans beaucoup de sociétés. Les femmes se voient souvent refuser l'accès à l'éducation et aux soins de base, elles doivent surmonter la ségrégation des emplois et les écarts de rémunération, elles sont sous-représentées dans les processus décisionnels et elles sont victimes de violences. Autant de défis que compte relever Michelle Bachelet, Directrice exécutive de la nouvelle entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, l'ONU Femmes.

MICHELLE BACHELET répond aux questions de Jasmina Šopova

Qu'est-ce qui vous a incité à faire des violences faites aux femmes la priorité numéro un de l'agence que vous dirigez, et quels sont les types de violences subies par les femmes à travers le monde ?

La violence contre les femmes constitue l'un des violations les plus répandues des droits humains. Nous en avons fait l'une des cinq grandes priorités de l'ONU Femmes, car si nous réussissons à progresser dans ce domaine, nous pourrons aller plus loin dans d'autres. Une femme qui ne subit pas de violences a plus de chances de trouver un travail décent, d'aspirer à l'éducation, de s'occuper de sa santé et de prendre des positions de responsabilité dans sa communauté ou ailleurs.

Les femmes subissent toutes sortes de violences : violence domestique, viol, violence sexuelle comme arme de guerre, mariage précoce, mutilation génitale. De nombreuses sociétés à travers le monde sont confrontées à l'un ou l'autre de ces problèmes, de telle sorte que si l'on tient compte des expériences que les femmes ont eues tout au long de leur vie, le taux de victimes atteint jusqu'à 76 % de la population féminine mondiale.

Quelles sont les autres sujets prioritaires auxquels vous entendez vous attaquer et comment allez-vous mobiliser les ressources pour y parvenir ?

Nous allons développer et soutenir des projets innovants visant à renforcer l'indépendance économique des femmes, à leur confier des rôles d'avocates et de leaders du changement, à les placer au cœur des processus de paix et de sécurité, et à inscrire les priorités d'égalité des genres dans les stratégies nationales. Mobiliser des ressources pour réaliser ces objectifs servira, entre autres, à démontrer à quel point les femmes contribuent au développement non seulement de leur propre condition, mais de la société dans son ensemble. Les preuves en sont de plus en plus fréquentes. Le dernier Rapport sur l'inégalité entre les hommes et les femmes (*Global Gender Gap Index Report*), publié par le Forum économique mondial, montre par exemple que, sur 114 pays, ceux qui ont atteint le plus haut niveau d'égalité entre les hommes et les femmes sont les plus compétitifs et affichent les taux de croissance les plus élevés.

© UN Photo/Martine Perret

Quelles sont les ressources humaines et financières dont dispose actuellement l'ONU Femmes ? Est-ce assez pour réaliser votre mission ?

L'ONU Femmes a hérité des ressources des quatre entités de l'ONU qui ont fusionné en vue de sa création. À partir de ces ressources, auxquelles s'ajouteront d'autres contributions, suivant la recommandation du Secrétaire général Ban Ki-moon, faite en janvier 2010, il est prévu que le budget annuel soit d'au moins 500 millions de dollars américains. C'est l'objectif que nous nous efforcerons d'atteindre.

Avez-vous l'intention de vous engager davantage dans certains pays, lesquels et pour quelles raisons ?

Nous allons travailler avec tous les États membres de l'ONU qui font appel à nous, que ce soit des pays développés ou en développement. L'ONU Femmes est actuellement présente à des degrés variables dans environ 80 pays, et nous aurons besoin de renforcer notre présence dans les pays qui en ont le plus besoin. Nous allons le faire progressivement, notamment au fur et à mesure que nous développerons nos capacités et ressources institutionnelles. Dans chaque pays, une des priorités sera d'atteindre les groupes de femmes les plus marginalisées. Ce sont elles qui ont le plus besoin du soutien de l'ONU

Femmes et les atteindre peut être la meilleure façon d'utiliser nos ressources. Comme l'UNICEF a commencé à le démontrer, la méthode la plus efficace consiste à investir dans la partie de la population la plus exclue.

Quelle est la place de l'égalité des genres dans les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) ?

Comment pensez-vous pouvoir lui donner plus d'importance ?

Parvenir à l'égalité des genres, objectif numéro trois des OMD, est primordial pour la réalisation de tous les autres objectifs. Nous continuerons à faire valoir, d'ici à 2015 – année butoir des OMD – le lien crucial existant entre l'égalité des genres et tous les autres objectifs, qu'ils concernent la pauvreté, la santé, l'éducation ou l'environnement.

Un des problèmes prioritaires qui nous concernent est la mortalité maternelle. Sur le plan mondial, nous sommes loin d'avoir progressé suffisamment. Nous pouvons – et devons – faire plus. Sauver davantage de vies lors de l'accouchement demande des connaissances élémentaires et des moyens peu chers qui pourraient être facilement disponibles partout, si les gouvernements et la communauté internationale décidaient vraiment d'en faire une priorité.

Le nombre de femmes élues à la tête des États, des gouvernements et des agences de l'ONU est en hausse ces dernières années. Ce phénomène a-t-il déjà des effets positifs sur les questions les plus brûlantes concernant les femmes dans le monde ?

Dans une perspective historique, des progrès immenses ont été accomplis. Bien qu'il reste toujours des défis, l'égalité des genres est entrée dans une dynamique qu'elle n'a jamais connue par le passé. Cela est vrai à la fois sur le plan international et au sein de la majorité des pays.

La raison en est que les femmes ont pris en main la défense de l'égalité des genres, à différents niveaux, aussi bien au sein de leur communauté qu'à la tête des États. Les femmes dirigeantes ont fait en sorte qu'un nombre croissant de personnes comprennent que les femmes doivent être impliquées dans l'économie, que la violence dont elles sont l'objet doit être endiguée, et leur capacité à être des moteurs de changement encouragée pour le bien de tous. Et, bien entendu, que nous devons fournir les moyens et entreprendre les actions nécessaires pour atteindre ces objectifs – comme nous l'avons fait en partie avec la création de l'ONU Femmes, promue « championne » de la défense des droits de la femme dans le monde. ■



© UN Photo/John McIlwaine

Chirurgienne de formation, **Michelle Bachelet** est la première Secrétaire générale adjointe et Directrice exécutive d'ONU Femmes. L'ancienne présidente chilienne (de 2006 à 2010) s'est notamment illustrée par sa réforme des retraites et des programmes de protection sociale pour les femmes et les enfants, ainsi que par ses investissements dans la recherche et le développement. Durant son mandat présidentiel, le nombre de centres de soins gratuits pour les jeunes enfants des familles à faible revenu a triplé et quelque 3 500 nouveaux centres de soins pédiatriques ont été ouverts au Chili.

Lors de sa nomination à la tête de la nouvelle agence des Nations Unies, le 14 septembre 2010, Michelle Bachelet s'est engagée à en faire la « championne de la cause des femmes ».

L'ONU Femmes a été créé en juillet 2010, par l'Assemblée générale des Nations Unies, en vue d'accélérer les objectifs de l'Organisation liés à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes.

Lancée officiellement le 24 février 2011, l'ONU Femmes est le fruit de la fusion de quatre composantes du système des Nations Unies : la Division de la promotion de la femme (DAW), l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW), le Bureau de la Conseillère spéciale pour la problématique hommes-femmes (OSAGI) et le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM).

L'ONU Femmes a principalement pour rôle d'appuyer des organes intergouvernementaux et les États membres dans l'élaboration de politiques, de règles et de normes nationales et mondiales en faveur de l'égalité des sexes. L'agence est en droit de demander des comptes aux Nations Unies sur leurs propres engagements, avec notamment un suivi régulier des progrès enregistrés dans l'ensemble du système. **Site officiel : www.unwomen.org/fr**



© UN Photo/Evan Schneider

Femmes à la conquête de l'espace politique

S'il y a eu des femmes parmi les grands de ce monde, elles restent rares à la tête des démocraties modernes : on recense moins de 50 femmes au sommet de l'État dans l'histoire récente et, actuellement, seuls 20 pays ont accepté de les hisser jusqu'au poste suprême. Sur la scène politique, la marche vers la parité des sexes est donc lente. Mais elle est inéluctable.

SHIRAZ SIDHVA, journaliste indienne basée aux États-Unis

Alors qu'à travers le monde, il est désormais reconnu que la représentation des femmes au sein des structures décisionnaires est un facteur essentiel de changement, on ne les voit guère tenir la barre. Selon l'Union interparlementaire, les femmes progressent sur les bancs des assemblées, avec une présence moyenne record de 19,1 % des sièges, toutes chambres confondues. Mais « l'objectif d'arriver à l'équilibre entre hommes et femmes en politique est encore lointain dans de nombreux pays ».

Il y a eu ces dernières décennies plusieurs histoires remarquables de femmes qui sont parvenues à rompre le plus inaccessible des plafonds de verre, franchissant tous les obstacles pour conquérir ce bastion de la masculinité : la tête de l'État. Des pionnières qui ont brisé un tabou dans leurs pays respectifs, et encouragé d'autres femmes à travers le globe à se faire entendre chaque fois

que des politiques décisives pour l'avenir de leur société arrivent à l'ordre du jour.

À commencer par Ellen Johnson Sirleaf, entrée dans l'histoire en 2006 lorsqu'elle fut élue présidente du Libéria, une première en Afrique. Championne des droits des femmes, la battante formée à Harvard a répété tout au long de sa campagne que si elle l'emportait, elle encouragerait les femmes africaines à grimper dans l'échelle des fonctions politiques. Cette solide grand-mère, qui, en 30 ans de carrière, brava la prison et l'exil, a fait preuve d'une détermination de fer pour imposer la paix à un pays ravagé par dix ans de guerre civile.

Ellen Johnson Sirleaf s'est vue récemment décerner le Prix africain d'excellence en faveur du genre 2011, en reconnaissance « des efforts déployés par le Libéria pour promouvoir le droit des femmes, et notamment l'éducation

des filles, l'indépendance économique des femmes et les lois sanctionnant la violence dont elles sont victimes ». « En encourageant l'égalité des sexes, en libérant nos filles, c'est aussi notre pays que nous tirons vers le haut », rappelait-elle récemment devant de jeunes diplômées d'un programme d'autonomisation économique.

L'ex-présidente islandaise Vigdís Finnbogadóttir est elle aussi convaincue de l'importance de l'éducation : « Je voudrais dire à toutes les femmes à travers le monde : faites autant d'études que vous le pouvez, et n'acceptez jamais d'étudier moins que votre frère. Formez-vous, lisez, découvrez la vie, c'est essentiel. Tout le monde ne peut accéder aux universités, mais si vos frères sont chauffeurs routiers, apprenez au moins quelque chose de comparable ».

Photo de groupe des participants au troisième Forum de l'Alliance des civilisations de l'ONU qui s'est tenu à Rio de Janeiro, Brésil, en mai 2010. Seule figure féminine : Cristina Fernández de Kirchner, Présidente de l'Argentine.

« Présidente Vigdís », comme on l'appelle en Islande, est la première femme au monde à avoir accédé à la fonction présidentielle sans être affiliée à un parti. C'était en 1980. « J'ai ouvert les portes de la politique, non seulement aux femmes, mais aux hommes aussi », souligne-t-elle. Car dès qu'une femme réussit, « elle montre la voie à d'autres femmes et à d'autres sociétés à travers le monde ».

L'Islande, entre autres pays nordiques, reste le meilleur élève en matière d'égalité des genres, et c'est encore une femme, Jóhanna Sigurdardóttir, qui occupe actuellement le poste de premier ministre. Mais il y a 30 ans, lorsqu'elle a été élue, confie la première présidente, « on trouvait vraiment insensé qu'une femme prenne la tête d'un pays. Les Islandais ont fait preuve d'un sacré courage en enfreignant la tradition ». D'autres dirigeantes qui l'ont précédée, comme Indira Gandhi en Inde, Isabel Perón en Argentine ou Sirimavo Bandaranaike au Sri Lanka, sont venues au pouvoir « par héritage », prenant la suite d'un père ou d'un mari, tandis que l'israélienne Golda Meir ou la britannique Margaret Thatcher avaient été portées par des partis politiques. Vigdís Finnbogadóttir, quant à elle, n'était l'héritière de personne et n'appartenait à aucun parti. Elle a été réélue quatre fois de suite, de 1980 à 1996, ce qui en fait la dirigeante la plus longtemps en poste de toute l'histoire mondiale. « La première fois, j'ai vaincu de peu », reconnaît-elle. « La seconde, la marge était plus confortable. Il faut dire qu'entre temps, j'avais fourni les preuves qu'une femme pouvait réussir, bien qu'elle soit une femme ».

Mais le sexe compte-t-il tant que cela lorsqu'on dirige, et influe-t-il réellement sur les qualités de dirigeant ? Les contextes qui ont porté ces femmes, avec d'autres, au pouvoir étaient des plus variés, mais les commentateurs scientifiques décèlent tout de même un certain nombre de traits communs aux dirigeantes. Quels sont donc les obstacles qu'elles doivent abattre pour parvenir au sommet dans leurs fiefs respectifs ? Quelles qualités faut-il avoir pour espérer rompre le plus inatteignable des plafonds de verre et se frayer un chemin vers la magistrature suprême, parfois sans personne pour vous montrer la voie ?

Ces questions ont intrigué Laura Liswood, avocate, écrivaine et militante internationale des droits des femmes.



Mary McAleese
Présidente de l'Irlande
© UN Photo/Evan Schneider



Ellen Johnson-Sirleaf
Présidente du Libéria
© UNESCO/Michel Ravassard



Angela Merkel
Chancelière fédérale de l'Allemagne
© UN Photo/Evan Schneider



Jóhanna Sigurdardóttir
Premier ministre de l'Islande
© UNPhoto/Aliza Eliazarov



Jadranka Kosor
Premier ministre de la Croatie
© UN Photo/Jenny Rockett



Dalia Grybauskaitė
Présidente de la Lituanie
© UNPhoto/Rick Bajornas



Laura Chinchilla
Présidente du Costa Rica
© UN Photo/Aliza Eliazarov



Pratibha Patil
Présidente de l'Inde
© Bureau du Président de l'Inde



Dilma Rousseff
Présidente du Brésil
© Roberto Stuckert Filho/Presidência da República/Agência Brasil

Dans le cadre du projet *Women's Leadership* aux États-Unis, dont elle était l'animatrice, elle a entrepris en 1992 un voyage inédit à travers le monde à la rencontre de 15 femmes chef d'État ou de gouvernement. Les entretiens que lui ont accordés ces dernières – comme Margaret Thatcher (Royaume-Uni), Gro Brundtland (Norvège), Benazir Bhutto (Pakistan), Corazon Aquino (Philippines) ou

Kazimiera Prunskiene (Lituanie) – ont donné lieu à un ouvrage original : *Dirigeantes mondiales : quinze grandes femmes politiques racontent leur histoire.*

Leadership au féminin

Les chercheurs débattent depuis longtemps du rôle du genre dans le leadership. « Dans certains cas, le sexe importe peu », explique Michael A.



Tarja Halonen
Présidente de la Finlande
© UN Photo/Erin Siegal



Iveta Radicová
Premier ministre de la Slovaquie
© European People's Party



Sheikh Hasina Wajed
Premier ministre du Bangladesh
© UNPhoto/ Eskinder Debebe



Julia Gillard
Premier ministre de l'Australie
© UN Photo/Mark Garten



Kamla Persad-Bissessar
Premier ministre de Trinité-et-Tobago
© UN Photo/Aliza Eliazarov



Cristina Fernández de Kirchner
Présidente de l'Argentine
© UNPhoto/Jean Marc Ferre



Micheline Calmy-Rey
Présidente de la Confédération Suisse
© Patrick Lazic/OIF



Cissé Mariam Kaïdama Sidibé
Premier ministre du Mali
© Primature du Mali



Rosario Fernández Figueroa
Premier ministre du Pérou
© Présidence du Conseil de Ministres

inattendues, ou en temps de crise, que le sexe entre en ligne de compte, quand ce qu'on attend de vous n'est pas prédéfini. Là, la personnalité et le sexe peuvent s'avérer déterminants ».

Sans surprise, la plupart de ces femmes de tête prennent leurs fonctions bardées de qualifications académiques et professionnelles. Beaucoup ont été femmes de lettres, avocates, diplomates ou ministres avant d'accéder aux fonctions suprêmes. La plupart reconnaissent qu'en plus des études qu'elles ont faites, elles suivent depuis l'enfance un modèle, invariablement celui d'un père ou d'une mère, qui leur ont appris qu'une fille pouvait faire aussi bien qu'un garçon.

Michelle Bachelet, première présidente du Chili, après avoir été sa première ministre de la Défense, n'ignore rien du travail de pionnière. « Comme jeune mère et comme pédiatre, j'ai connu la difficulté d'avoir à équilibrer carrière et vie de famille, et j'ai vu que l'impossibilité de faire garder ses enfants empêchait les femmes d'accéder à un emploi rémunéré », déclarait-elle au Libéria, lors d'une commémoration de la Journée internationale des femmes. « C'est aussi pour lever ces obstacles que je suis entrée en politique. Et que j'ai mis la priorité sur l'accueil de la petite enfance et la protection sociale des familles dans les dépenses publiques ».

Les femmes ont-elles une façon bien à elles d'exercer le leadership, différemment des hommes ? « On croit généralement que les hommes sont davantage dans le commandement, les femmes adoptant un style plus collégial », constate Michael Genovese, une autorité en matière de leadership, auquel il a consacré 28 ouvrages. « Les exceptions abondent, mais il y a du vrai dans ce point de vue. Les hommes disent, les femmes discutent. Les hommes monologuent, tandis que les femmes instaurent le dialogue », note-t-il. « Quant aux sujets qui les préoccupent, on sera peut-être surpris d'apprendre qu'actuellement, les femmes ne défendent pas plus farouchement les « questions féminines » lorsqu'elles sont aux affaires que la plupart des hommes. Là, les différences idéologiques et partisans sont de meilleurs indicateurs du soutien apporté à ce qu'on considère, habituellement, comme des sujets spécifiquement féminins : l'éducation, la santé, etc. ».

Genovese, professeur en sciences politiques et directeur de l'Institut d'études du leadership à Loyola Marymount University, en Californie. « Margaret Thatcher en est un bon exemple. Dans d'autres, c'est l'inverse : voyez Corazon Aquino ». Selon lui, il vaut mieux « se demander quand et dans quelles circonstances le genre perd ou gagne en importance. Il y a des forces

structurelles internes auxquels se heurtent tous les dirigeants, qui les obligent à assumer certaines tâches et responsabilités de façon similaire ou prévisible : tâches protocolaires, obligations constitutionnelles ou légales, attentes de rôles. Toutes provoquent peu ou prou les mêmes attitudes, que le dirigeant soit un homme ou une femme. C'est dans les circonstances nouvelles ou

Préjugés coriaces

Contrairement à leurs homologues masculins, les femmes placées aujourd'hui à la tête des démocraties doivent naviguer à travers un réseau de préjugés enracinés, et elles sont jugées plus sévèrement que les hommes par les médias et par leurs électeurs. « Il n'y a pas de plafond de verre », s'anime Laura Liswood, « juste une épaisse couche d'hommes... ». En 1996, elle a fondé avec Vigdís Finnbogadóttir le Conseil mondial des dirigeantes, dont elle est la secrétaire générale. « Le plus urgent », pointe-t-elle, « c'est de préparer dès maintenant les femmes à occuper les postes décisionnaires, objectif qui ne peut être atteint sans des modèles de rôles aptes à encourager les autres dans cette direction ». Le Conseil est on ne peut mieux équipé pour cela.

En 1997, avec d'autres militantes, elle a lancé le *White House Project*, pour appuyer l'élection d'une femme à la présidence des États-Unis. « On me racontait toujours la même histoire », dit-elle. « Les expériences étaient les mêmes, indépendamment du pays, de la culture ou du parcours des dirigeantes. Partout, les journalistes et leurs lecteurs leur infligeaient le même traitement : une inspection en règle. La presse les regardait avant tout comme des femmes, critiquant jusqu'à l'excès leur apparence : vêtements, coiffure, sacs à main, écharpes... ».

« L'idée communément admise qu'elles ne font pas des dirigeantes compétentes est sans doute le plus grand frein à l'entrée massive des femmes sur la scène politique », renchérit Esther Duflo, professeure d'économie du développement au Massachusetts Institute of Technology (MIT) des États-Unis. Fondatrice au MIT, avec d'autres collègues, du Laboratoire Abdul Latif Jameel de lutte contre la pauvreté, elle a mené plusieurs enquêtes pionnières en Inde, qui montrent que les femmes qui nous gouvernent sont évaluées plus négativement que leurs homologues masculins, alors même qu'elles tendent à fournir de meilleurs services, comme l'accès à l'eau potable, et qu'elles sont aussi bien moins corrompues.

Esther Duflo a eu recours à des comédiens pour traquer les préjugés dans des centaines de villages indiens, où un tiers des sièges dans les conseils de village sont depuis 1993 réservés aux

femmes, un quota récemment relevé à 50 %. Elle a fait lire le même discours politique tantôt par un homme, tantôt par une femme. Les villageois qui n'avaient jamais été exposés à une dirigeante tendaient à juger les oratrices incompetentes, alors que les électeurs ayant connu une femme au pouvoir ne tombaient pas dans le piège.

« L'expérience réduit le préjugé », conclut Esther Duflo, dans un entretien accordée au *New Yorker*. Preuve que les politiques publiques peuvent casser les stéréotypes chez l'électeur de base.

Brinda Karat, membre du politburo du Parti communiste indien et députée à la Chambre haute du parlement de l'Union, estime que « les dirigeantes ont tendance à poser les questions intéressant les femmes plus souvent que les hommes ». Pour elle, la décision de son pays de leur réserver la moitié des sièges dans les *panchayats* – les conseils locaux – commence à payer : « le record de participation des femmes aux élections locales, au mépris des barrières sociales et culturelles, ouvre un chapitre encourageant de l'histoire politique de l'Inde, qui s'enrichit chaque jour ». Pourtant, le nombre de femmes députées en Inde n'excède pas 11 %, et même moins que cela dans la plupart des assemblées des États.

« Cela signifie-t-il pour autant que les femmes soient incapables ou ne soient pas suffisamment méritantes ? » s'interroge Brinda Karat, qui milite depuis 40 ans dans les mouvements de femmes. « Ce serait une conclusion outrancière et inacceptable. La vérité est que les pratiques discriminatoires dont elles continuent de faire l'objet dans l'établissement des listes électorales tiennent les femmes éloignées des postes électifs. La lutte menée par les femmes contre la discrimination dans les sphères économique et sociale doit aussi s'étendre à la sphère politique. Toute discrimination fondée sur le sexe affaiblit la démocratie. Le combat pour une représentation égale est aussi un combat pour les droits démocratiques et citoyens ».

Entrée par la petite porte

La marche des femmes peut donc sembler lente, mais pour Michael Genovese comme pour Laura Liswood, elle est inéluctable. « Il y a eu bien des changements ces dernières décennies », note le premier. « Lorsque mon ouvrage

sur les dirigeantes est paru en 1993, je pouvais citer le nom de toutes les femmes chef de gouvernement. Aujourd'hui leur nombre a bondi et elles sont plus présentes au sein des gouvernements qu'elles ne l'ont jamais été, même si cela reste sans commune mesure avec leur poids démographique ».

« L'important, c'est le nombre croissant de femmes qui entrent en politique par la petite porte au niveau local et la foule montante des femmes jouant en "deuxième division", le pied posé sur le premier barreau de l'échelle. Il y a plusieurs causes à cette évolution : le mouvement féministe, le fait que beaucoup de partis politiques – notamment en Europe – ont instauré des quotas de femmes dans leurs campagnes électorales, et l'existence de groupes de soutien offrant un appui financier (comme *Emily's List*, aux États-Unis). Enfin, et aussi, un réel changement d'attitude des sociétés sur les femmes politiques ».

« Les choses bougent, c'est certain », constate Laura Liswood. « Mais le font-elles assez vite ? Partout, les femmes font des études supérieures, obtiennent des diplômes et investissent le marché du travail. Mais il leur est apparemment bien plus difficile d'accéder aux postes de direction : c'est donc là qu'il faut viser ».

« Je verrai de mes yeux l'élection d'une femme à la présidence [des États-Unis] », ponctue Michael Genovese. « Si l'attente est longue, c'est peut-être, en plus des questions déjà évoquées, que les grandes et les super puissances, engagées militairement un peu partout dans le monde, ont tendance à rechercher des hommes qui dégagent une certaine rudesse, suggérant leur capacité de recourir si nécessaire à la force, voire à la violence. Ce cliché continue de peser en défaveur des femmes, bien que certains des dirigeants les plus coriaces de l'après-guerre aient été des femmes : Margaret Thatcher ou Golda Meir, par exemple. Le stéréotype a la vie dure. » ■

Certains extraits et citations sont tirés de :

Laura A. Liswood

Women World Leaders: Great Politicians Tell Their Stories, The Council Press, 2007 (édition originale, *Women World Leaders: Fifteen Great Politicians Tell Their Stories*, Pandora, Harper Collins Publishers, 1995).

Michael A. Genovese (ed.)

Women As National Leaders, Sage Publications, 1993.

Inscrire le Kirghizstan sur la mappemonde

Le principal problème qui se pose aux pays nouvellement indépendants est celui de l'identité, estime Roza Otunbayeva, première femme Présidente du Kirghizstan. La dame de fer kirghize aura traversé plus d'une crise et surmonté plus d'un obstacle au cours d'une longue carrière qui l'a portée au sommet de l'État en juillet 2010. Son pays a failli s'effondrer, sa nation se diviser – elle n'a pas laissé faire.

ROZA OTUNBAYEVA répond aux questions de Katerina Markelova

Dans votre biographie, on recense plusieurs grandes « premières » : première femme ministre des Affaires étrangères du Kirghizstan, première femme ambassadeur aux États-Unis, puis au Royaume-Uni et, enfin, première femme Présidente du Kirghizstan. Quel est le secret d'un tel succès ?

À l'époque de la *perestroïka*, alors que j'étais vice-présidente du Conseil des ministres de la République du Kirghizstan, on m'a invitée à Moscou, à la Commission de l'URSS pour l'UNESCO. J'ai commencé comme secrétaire exécutive, avant de devenir présidente de la Commission. Représenter l'Union soviétique n'était pas une mince affaire. Ce pays était alors une superpuissance, et comme les États-Unis n'étaient pas membres de l'UNESCO, nous étions le principal donateur. C'est à ce titre que je suis entrée au cabinet du ministère des Affaires étrangères de l'URSS, où j'ai été, incidemment, la première femme à siéger.

Lorsque l'URSS s'est effondrée, Askar Akaïev [premier président du Kirghizstan, déposé par la révolution de mars 2005] m'a invitée à assumer les fonctions de ministre des Affaires étrangères. Mais comme à cette époque, l'Amérique était très importante pour nous, au même titre que la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international, dont nous étions dépendants, j'ai été nommée ambassadeur aux États-Unis, fonction que j'ai exercée pendant deux ans, avant de regagner le siège de ministre des Affaires étrangères au Kirghizstan.

C'est trois ans plus tard, en 1997, qu'a commencé à se manifester l'autoritarisme croissant d'Askar Akaïev. Nous n'arrivions plus à nous entendre. Je passais mon temps à le critiquer, il s'irritait. Pour finir, j'ai suggéré de nous séparer. L'idée n'était pas d'aller contre lui : les gens lui faisaient encore confiance et voulaient qu'il achève ses réformes. Quant à moi, je suis devenue le premier ambassadeur du Kirghizstan au Royaume-Uni. C'était là aussi un travail



© Janarbek Amankulov

de pionnier, avec les membres du Conseil de sécurité de l'ONU. À cette époque, nous avons pour mission d'inscrire le Kirghizstan sur la mappemonde.

En 2005, ayant uni plusieurs partis d'opposition, nous avons fait la « révolution des tulipes ». Mais Kurmanbek Bakiev¹ a usurpé notre révolution. Il a tout pris en main, instaurant une dictature familiale. Durant les cinq années qui ont suivi, nous nous sommes battus pour nos idéaux dans l'opposition. J'étais le chef de l'opposition au parlement. En 2010, enfin, nous avons gagné !

Comment votre entourage professionnel et les gens ordinaires perçoivent-ils le siège du chef de l'État occupé par une femme ?

Avec le respect qui est traditionnellement voué aux aînés, aux femmes et aux mères. En plus, je suis probablement celle qui possède le plus d'expérience dans mon entourage. Cette promotion, après tout, je l'ai méritée. Je me suis battue, j'ai consenti à de nombreux sacrifices. Quant aux Kirghizes, ils savent également que je ne suis pas dans la politique par hasard, que je ne suis pas une protégée.

Oui, nous avons des gens qui pensent qu'une femme ne peut pas gouverner. À ceux-là, je réponds : l'année 2010 a été l'une des plus critiques de l'histoire du Kirghizstan. Nous avons failli nous effondrer en tant que pays et nous diviser en tant que

nation. Mais nous avons réussi à tout sauver. Nous sommes parvenus, à partir du chaos, à sortir de la crise et à rejoindre la terre ferme. Malgré le silence et l'inaction du monde entier. Que d'autres essaient d'en faire autant !

Aujourd'hui, tous les médias parlent de pays dans la tourmente, comme la Libye. Au Kirghizstan, la tourmente est derrière nous. Il reste encore à notre jeune pays de nombreuses épreuves à surmonter, mais le plus dur est passé.

Votre énergie et votre zèle ont été récompensés cette année par le Prix international du courage féminin, fondé par le Département d'État américain. Qu'est-ce que cela signifie pour vous ?

Je pense que ce prix s'adresse plus à mon pays qu'à moi-même. Les événements qui ont lieu dans les pays arabes montrent que le monde entier commence à comprendre que le mouvement des personnes, des pays et même des continents vers la démocratie est imparable. Ce que nous avons connu prouve que mon pays n'est pas à l'écart de l'évolution du monde. Ce que mon pays et mon peuple ont eu le courage de montrer, c'est qu'ils sont motivés par l'amour de la liberté, la foi dans le progrès et la démocratie. J'étais simplement dans le sillage de ce mouvement.

Le Kirghizstan a déjà fait beaucoup pour instaurer l'égalité entre les sexes. Il existe au parlement un quota de 30 % de sièges réservés aux femmes, par exemple. Que faudrait-il encore faire dans cette direction, selon vous ?

L'égalité des genres est un combat sans fin. Inscrire des quotas dans la loi,

comme nous l'avons fait pendant la dernière législature, ne suffit pas. Dans la vie quotidienne, ces lois ne sont pas toujours appliquées. Aujourd'hui, la Cour des comptes, pour laquelle nous avons également voté le quota de 30 %, doit se composer de trois personnes nommées par le président, trois par l'opposition et trois par la coalition. L'opposition et la coalition ne désignent que des hommes, me laissant le soin de proposer des femmes. Cette démarche est parfaitement cynique !

Il existe, chez nous, des postes importants occupés par des femmes. Outre moi-même, qui suis le résultat d'un consensus des forces politiques, la Banque nationale est présidée par une femme, de même que la Cour suprême et l'Académie des sciences. Au gouvernement, en revanche, nous n'avons qu'une seule femme, ce qui est tout simplement inacceptable. Sur le plan économique, aucune femme ne siège dans les conseils d'administration de nos grandes entreprises.

Pour les femmes kirghizes, cette année est spéciale. D'une part, parce que nous célébrons le bicentenaire de la naissance de Kurmanjan Datka. Cette femme, qui gouvernait l'Alaï, dans le sud, a fait beaucoup pour unifier cette région et l'annexer à la Russie. C'était une progressiste, d'une volonté et d'une force prodigieuses. Elle joue un rôle symbolique dans la formation des femmes et de l'ensemble de la nation. D'autre part, parce que ma présidence touche à sa fin. Cette année marquera sans doute le crescendo des débats qui ont eu lieu sur le rôle des femmes dans notre pays.

Qu'elle est selon vous la première priorité pour le pays ?

Il est difficile de répondre à cette question de manière catégorique. Je dirai, cependant, que le problème aigu qui se pose aux pays nouvellement indépendants est celui de l'identité. C'est un problème vaste, complexe et multiple. Tous sans distinction, les quelque 200 membres de l'ONU, nous sommes entraînés dans un flot unique appelé mondialisation. Or, la question de l'identité taraude chaque nation, chaque être pensant. Cela devient un sérieux obstacle au développement. Nous en pâtissons, et devons y remédier. ■

1. Porté au pouvoir par la révolution des tulipes, Kurmanbek Bakiev a dirigé le pays entre 2005 et 2010. Il a été démis de ses fonctions en avril 2010 suite à un soulèvement populaire qui a fait 87 morts.

Première femme chef d'État en Asie centrale, **Roza Otunbayeva** est née en 1950. Diplômée en philosophie de l'Université d'État de Moscou et enseignante à ses débuts, elle est bientôt recrutée par le parti et connaît une rapide ascension politique. Elle joue un rôle majeur dans deux renversements de régimes autoritaires au Kirghizstan en mars 2005 et en avril 2010. En juin 2010, à l'occasion du référendum qui dote le pays d'une nouvelle constitution, la population approuve l'unique candidature de Roza Otunbayeva à la présidence du pays.





📍 Scène d'une rue de Port-au-Prince, la capitale haïtienne, un mois après le tremblement de terre du 12 janvier 2010. Une mère et ses enfants, « pomponnés, beaux, fiers », pour reprendre l'expression de Michaëlle Jean.
© UN Photo/Pasqual Gorriz

Une question d'engagement

Veiller à ce que l'on garde à l'esprit l'état d'urgence et de fragilité d'Haïti, telle est la mission première de Michaëlle Jean, ancienne gouverneure générale du Canada, désignée récemment Envoyée spéciale de l'UNESCO pour Haïti. Parcours d'une femme d'exception qui a hérité des femmes haïtiennes sa vaillance, sa persévérance, son pragmatisme et son sens de l'engagement.

MICHAËLLE JEAN répond aux questions de Katerina Markelova

Comment une immigrée haïtienne devient-elle gouverneure générale du Canada ?

Avec des responsabilités de chef d'État et de commandant en chef des Forces armées, en prime (rire) ! Je crois que c'est d'abord une question d'engagement. J'ai appris une chose précieuse, en Haïti : ne pas rester indifférente ! Dans un pays où l'indifférence fait des ravages, mes parents m'incitaient à voir, à me forger un point de vue et à agir. Des femmes haïtiennes, j'ai hérité ma vaillance, ma persévérance, mon pragmatisme et mon sens de l'engagement.

Lorsqu'enfant, je suis arrivée au Canada, j'ai vite compris qu'intégration signifiait participation. Très tôt, j'ai

commencé à m'impliquer dans les activités du mouvement des femmes au Québec, et notamment dans l'établissement d'un réseau de refuges d'urgence pour les femmes victimes de violence et pour leurs enfants. C'est cela qui a déterminé ma citoyenneté active et responsable.

Cette expérience m'a amenée au journalisme : 18 ans à la télévision publique ! Il arrive souvent aux journalistes de télévision de se retrouver dans des émissions de variétés, lorsqu'ils ont un physique différent de la majorité. Quant à moi, j'ai été tout de suite affectée au service de l'information : dans une salle de rédaction, chef d'antenne, responsable d'émission avec une présence à l'écran.

Le Canada est l'incarnation de la diversité. La diversité chez nous est réelle, ancrée dans le quotidien. Et plutôt que de la voir comme une menace, on la voit comme une richesse, malgré tous les défis que cela représente. Quand il m'est arrivé d'être victime de discrimination ou de racisme – parce qu'aucune société n'est à l'abri de telles dérives – j'ai toujours trouvé quantité de gens pour m'épauler, des ressources, des organisations pour dire collectivement : « Non ! Dans un pays comme le Canada, cela n'est pas acceptable ! ». Voilà pourquoi une femme noire, féministe militante de surcroît et ancienne réfugiée politique, a pu devenir gouverneure générale du Canada.

Quelles sont vos priorités, en tant qu'Envoyée spéciale de l'UNESCO pour Haïti ?

Avant tout, veiller à ce que l'on garde à l'esprit l'état d'urgence et de fragilité de ce pays. Haïti était à l'ordre du jour lors de toutes les missions que j'ai effectuées à travers le monde, en ma qualité de gouverneure générale. Aussi bien en Occident, qu'en Amérique latine ou en Afrique, j'ai senti le désir de mes interlocuteurs de participer à un pacte de solidarité pour Haïti. Je compte donc revenir sur ces terres déjà labourées pour obtenir des soutiens. Haïti ne pourra pas s'en sortir seule. C'est un drame, je le sais ! Et en même temps, Haïti doit aussi prendre sa part de responsabilité.

Je crois que le monde entier est en train d'observer le cas haïtien. Comment la communauté internationale répondra ? Les Haïtiens, et notamment l'État haïtien, agiront-ils de façon responsable ? Nous devons réussir et envoyer un message d'espoir à l'humanité tout entière. Haïti est un pays de toutes les urgences, de toutes les misères. Mais c'est un pays où il est possible d'agir. À une seule condition : en incluant les citoyens et les citoyennes.

J'ai pour coutume de dire qu'en Haïti le mode de vie et de survie repose sur l'espérance. Ce pays a toujours su se relever d'une épreuve à l'autre. Il a su triompher de la barbarie par la

révolution et par l'affranchissement de l'esclavage... L'espérance a pris un sérieux coup avec le séisme.

On évoque souvent la capacité de résilience des Haïtiens. J'aimerais qu'ils soient reconnus pour leur capacité de créer, de penser, de dire. Parce que si l'on mise seulement sur leur capacité de résilience, on finira par croire que ce peuple peut encore attendre, puisqu'il sait si bien tenir dans les pires circonstances.

Quel est selon vous le rôle des femmes dans la refondation d'Haïti ?

À l'occasion de mon séjour en Haïti en mars 2010, j'ai volontairement choisi la date du 8 mars, Journée internationale des femmes, pour rentrer au pays. Les femmes en Haïti avaient besoin d'entendre quelqu'un dire que sans elles la reconstruction serait un échec. Cela a été absolument renversant de voir, dans cette immense hécatombe où il était quasiment impossible de circuler, 5 000 femmes se déplacer pour venir me communiquer leur désir de voir la vie triompher en réponse à cette catastrophe. Le mouvement des femmes en Haïti est extrêmement organisé. Des femmes importantes qui ont contribué à bâtir ce mouvement à travers le pays ont péri, dont de très grandes amies à moi. Toutes celles qui sont restées en vie étaient en deuil. Mais elles étaient habitées par une énergie sans bornes, déterminées à ce que la vie triomphe !

Et la diaspora, quelle place occupe-t-elle ?

La diaspora a dû surmonter plusieurs épreuves : Haïti n'en est pas à sa première difficulté. Après le départ des Duvalier¹, en 1986, tous les espoirs étaient permis. On a vu des gens de la diaspora vendre tous leurs biens et rentrer au pays. Des hommes, des femmes et des jeunes ont voulu contribuer à la renaissance d'Haïti, à la construction d'un État démocratique et d'une nouvelle gouvernance. À cette époque on parlait déjà de refondation, de reconstruction, de relance. Mais le terrain était miné. De nombreux coups d'État et la chape de plomb de l'armée

1. François Duvalier (« Papa Doc ») et son fils Jean-Claude Duvalier (« Bébé Doc ») ont usurpé le pouvoir en Haïti entre 1957 et 1986, période marquée par la corruption, la suppression des libertés civiles et l'institutionnalisation de la terreur.

ont étouffé les espoirs. Après une courte période d'euphorie, les Haïtiens ont vécu une longue expérience douloureuse.

Lors des cyclones, en 2008 [qui ont coûté la vie à près d'un millier de personnes], j'ai détecté un mauvais signe : la diaspora n'avait pas réagi. Ah, c'était terrible de voir ça ! En effet, les gens vivant à l'étranger avaient été déçus par le comportement de leurs compatriotes au cours des années précédentes : l'aide qu'ils envoyaient pourrissait dans des containers ou alors profitait aux seuls fonctionnaires corrompus.

Le tremblement de terre de 2010 a frappé tous les cœurs, tous les esprits ! La diaspora s'est ressaisie et elle a répondu. Au moment même où je vous parle, les gens se démènent pour participer à cette étape de l'évolution du pays qui peut être déterminante. Il faut faire de cette catastrophe – d'autres l'ont dit avant moi – une occasion d'agir !

Lors de votre séjour en Haïti en mars 2010, vous avez souligné l'importance de l'éducation. C'était dans le cadre de la table ronde à Port-au-Prince que vous avez présidé avec la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova. Quelles seront vos actions dans ce domaine ?

Ce qui m'importait le plus lors de cette visite, c'était d'identifier les forces. C'est peut-être mon fond d'haïtiennité qui me fait penser que face à l'adversité il faut rebondir et pour rebondir, il faut miser sur les forces. Haïti est un pays où l'on peut faire beaucoup sur le plan de l'éducation. Pourquoi ? Parce que, de

façon intrinsèque, dans la culture haïtienne, dans l'être haïtien même, dans son histoire, l'éducation a toujours été synonyme d'émancipation et d'accès à la liberté. Dans les plantations, les esclaves demeuraient illettrés. Mais il y avait aussi une autre catégorie de personnes : les enfants que les maîtres faisaient à leurs esclaves. Ces enfants n'étaient pas envoyés dans les plantations et on leur apprenait à lire et à écrire. Les « esclaves de maison », comme on les appelait, avaient accès au savoir. On allait même jusqu'à exhiber leur prouesses. Et les esclaves des plantations voyaient cela.

Aujourd'hui, quand vous voyez les petits écoliers haïtiens, vous ne pouvez pas soupçonner dans quelles conditions épouvantables ils vivent ! Mais pour prendre le chemin de l'école, ces enfants sont toujours pomponnés, ils sont beaux, ils sont fiers, leurs parents sont fiers aussi.

Toutes les familles, même les plus pauvres, font l'impossible pour envoyer leurs enfants à l'école ! Les conditions sont donc très favorables. Si l'on investit dans l'éducation, si l'on aide Haïti à se doter d'un système d'éducation publique de qualité, ce sera tout de suite accueilli comme quelque chose de grand et d'utile par la population.

À l'heure actuelle, il y a un nombre vertigineux de projets éducatifs éparés, mais il n'y a pas de coordination. Je pense que l'UNESCO a toutes les compétences pour jouer un rôle de leadership dans ce domaine et aider l'État haïtien à se doter d'un cadre normatif pour les écoles. ■

Michaëlle Jean, née en 1957 à Port-au-Prince (Haïti), s'est exilée avec sa famille au Canada en 1968, fuyant le régime dictatorial de François Duvalier. Après une longue carrière dans le journalisme (réseau français de Radio-Canada et réseau anglais de CBC Newsworld) et un parcours militant dans le domaine de la défense des droits des femmes, Michaëlle Jean a accédé à la fonction de gouverneure générale du Canada (septembre 2005 - septembre 2010). Le 8 novembre 2010, elle a été désignée Envoyée spéciale de l'UNESCO pour Haïti. Avec son époux, le cinéaste Jean-Daniel Lafond, Michaëlle Jean préside une Fondation qui porte son nom, consacrée à la jeunesse et aux arts.



Michaëlle Jean, Envoyée spéciale de l'UNESCO pour Haïti.

© Stg Serge Gouin, Rideau Hall



En Mauritanie, l'esclavage traditionnel a été remplacé par la domesticité, regrette Aminetou Mint El Moctar, qui est préoccupée particulièrement par le sort des filles mineures. © UN Photo/Jean Pierre Laffont

Crime sans châtiment

AMINETOU MINT EL MOCTAR
répond aux questions de
Laura Martel, journaliste à RFI

En Mauritanie, la problématique de l'esclavage est étroitement liée aux femmes, parce que, traditionnellement, la condition d'esclave était héréditaire et transmise par la mère. Depuis 2007, la législation mauritanienne considère l'esclavage comme un crime. Mais dans la pratique, il perdure sous des formes plus ou moins déguisées, sans être pour autant condamné.

À 55 ans, vous avez déjà passé plus de quatre décennies à combattre toutes les formes de discrimination. D'où vous vient cet esprit militant ?

Je suis une rebelle née ! Le contexte social et mon environnement familial n'ont fait qu'accentuer ce trait de caractère. Mes premiers pas de militante de gauche, je les ai faits à 11 ans. Je vivais au sud-est de Nouakchott, la capitale mauritanienne, dans un fief du Mouvement national démocratique. Ce mouvement pro-marxiste revendiquait l'émancipation économique et sociale, tout en contestant le pouvoir du Président Ould Daddah et de son parti unique. Autant d'idées que j'ai faites miennes pour les avoir entendues aussi bien dans la rue, que chez des amis ou à l'école. Je lisais beaucoup : sur la

résistance des femmes vietnamiennes, la révolution bolchevique et surtout la Commune. À tel point qu'on m'a surnommée « La Commune de Paris ». Cet idéal de libération des peuples et d'égalité contrastait radicalement avec les idées rétrogrades et l'esprit de féodalité qui prévalait dans ma famille. Nous étions riches, nous avions des esclaves, mon père régnait en patriarche absolu. Comme je fuguais pour participer aux manifestations et distribuer des tracts, il me battait et m'attachait des chaînes. Tout cela m'a valu plusieurs séjours en prison, dès l'âge de 12 ans. J'étais vite relâchée à cause de mon âge, mais c'est chez moi que je subissais les pires sévices. Cela n'a fait que transformer mon engagement spontané en convictions inébranlables.

Depuis, je milite sans relâche pour l'égalité entre les hommes et les femmes, la fin de l'esclavage et la défense des droits humains.

Votre engagement est ancien, mais ce n'est que récemment que vous avez créé votre Association des femmes chefs de famille. Quel a été le déclic ?

Pendant des années, j'ai fait partie de nombreuses associations, comme le Comité de solidarité aux veuves ou SOS Esclaves. En 1999, j'ai assisté au procès d'une femme. Mariée en secret à un chef d'entreprise, elle se battait pour que leurs deux enfants puissent hériter de leur père décédé. Le tribunal a refusé de reconnaître la paternité. Entendre ce verdict l'a littéralement foudroyée et elle est morte sur le chemin de l'hôpital.

Sans mari, donc sans argent, sans éducation, donc sans possibilité de travailler, elle savait qu'elle et ses enfants se retrouveraient à la rue. Elle est morte de n'avoir pas pu faire valoir ses droits. À ce moment-là, j'ai compris qu'il était grand temps de se battre pour ces femmes laissées-pour-compte et j'ai aussitôt créé l'association. Mais pour des raisons administratives, nous n'avons réellement commencé nos activités qu'en 2005. Aujourd'hui, l'AFCF compte plus de 10 000 adhérents et emploie 62 personnes. Notre personnel et nos frais de fonctionnement sont payés par les cotisations. Nous réalisons nos projets grâce aux financements des bailleurs de fonds.

La société mauritanienne est multiculturelle, avec deux composantes majeures : les Arabo-berbères et les Négro-africains. Les femmes ont-elles la même place dans ces deux communautés ?

Au sein des deux communautés, la femme a traditionnellement la même fonction : elle est « faite pour le mariage et le désir de l'homme », mais cela se traduit différemment dans la vie quotidienne. Les contraintes ne sont pas les mêmes. Pour les Négro-africaines, une bonne épouse s'acquitte essentiellement des tâches ménagères, de l'éducation des enfants et de la satisfaction de son mari. Si elle gagne de l'argent, elle doit généralement le remettre au « maître de maison ». Les femmes arabo-berbères échappent, pour la plupart, aux tâches ménagères. Non seulement parce que leurs familles sont souvent plus aisées, mais aussi parce que la femme doit être « préservée » pour faire le meilleur mariage possible. La choyer et la gaver constitue un investissement. L'honneur de la famille repose notamment sur le fait que les filles se marient jeunes, « elle a été mariée tôt » étant un adage fréquemment employé par les griots comme louange. La tradition nomade octroie plus de libertés aux femmes arabo-berbères qu'à leurs sœurs négro-africaines, pour ce qui concerne leurs activités. Par ailleurs, les Arabo-berbères mauritaniens ont une conception traditionnelle du divorce qui est tout à fait particulière : non seulement il est accepté, mais il peut constituer une valeur ajoutée pour une femme ! Une femme plusieurs fois divorcée est

considérée comme très convoitée. Moi-même, j'ai trois enfants de pères différents et j'ai été mariée 5, 6 ou 7 fois... mais maintenant c'est fini ! (rires) Le divorce est au contraire mal vu chez les Négro-africains, qui pratiquent traditionnellement la polygamie plus que les Arabo-berbères, bien que la tendance obscurantiste actuelle entraîne un regain de cette pratique chez ces derniers. Ce ne sont là, bien sûr, que des généralités pour lesquelles il existe de nombreuses exceptions.

Gavage, mariage précoce, excision, esclavage, domesticité... la liste des atteintes aux droits des femmes est longue. Quelle est votre priorité ?

Le plus urgent est d'établir l'égalité entre hommes et femmes sur le plan légal. Au cours des siècles, la jurisprudence a mélangé impératifs religieux et usages traditionnels pour créer un cocktail discriminatoire. En Mauritanie, la femme a, toute sa vie, un tuteur légal. Cela peut être son père, son mari ou même son fils. Elle n'a donc aucun droit sur sa propre personne. Prenons l'exemple du mariage. Selon le Code du statut personnel, l'âge légal du mariage est de 18 ans, mais avec l'accord du tuteur, il peut être célébré plus tôt. Cela légalise, en quelque sorte, le mariage précoce et enlève le pouvoir de décision aux femmes. Et c'est comme

cela qu'un jour, en rentrant de l'école, je me suis trouvée mariée à un ami de mon père. J'avais 13 ans.

Par ailleurs, l'héritage se fait à deux tiers contre un tiers en faveur des garçons et le divorce ne peut être initié que par l'homme. La Mauritanie a signé la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF), mais en émettant deux réserves, précisément sur le divorce et l'héritage. L'ACFC est actuellement en campagne en vue de faire lever ces réserves. C'est en inscrivant l'égalité entre les hommes et les femmes dans le droit, que l'on se donnera des armes pour combattre les discriminations dans les faits, même si ce n'est qu'une première étape, car de nombreuses lois ne sont pas appliquées.

C'est le cas notamment de la loi de 2007 qui criminalise l'esclavage. Vous soulignez fréquemment qu'aucune condamnation n'a été prononcée depuis l'adoption de ce texte. Cela signifie-t-il qu'il n'y a plus d'esclaves en Mauritanie ?

C'est difficilement quantifiable, car le sujet est tabou. Néanmoins, nous

📖 *Au cours des siècles, impératifs religieux et usages traditionnels ont créé un cocktail discriminatoire à l'égard des femmes en Mauritanie, estime Aminetou Mint El Moctar.*

© Pepa Martin, Espagne



savons que l'esclavage persiste, car nous recueillons régulièrement des victimes. Avec d'autres associations, l'ACFC a plusieurs fois dénoncé des cas d'esclavage aux autorités, mais à ce jour, aucune procédure n'a abouti à une condamnation. Les « maîtres », souvent haut placés, sont protégés.

La problématique de l'esclavage est intimement liée aux femmes, puisque la tradition veut qu'il soit héréditaire et transmis par la mère. Il est donc plus intéressant pour le « maître » d'avoir des femmes esclaves, puisqu'il s'approprie leur progéniture. Toutefois, cette expression traditionnelle de l'esclavage, où les personnes sont une propriété du maître de génération en génération, est en déclin. Elle est malheureusement remplacée par une forme d'esclavage plus « moderne » : la domesticité. Des familles pauvres placent leurs filles dans des familles riches, souvent juste contre gîte et couvert. Ces filles, généralement très jeunes, ne reçoivent pas d'éducation et il n'est pas rare qu'elles soient victimes de violences. On en trouve beaucoup à Nouakchott. Elles viennent essentiellement de zones rurales du pays, mais aussi d'États voisins comme le Sénégal, le Mali ou la Gambie. En 2009, nous avons lancé, avec l'association de solidarité internationale Terre des Hommes, un programme qui nous a permis de venir en aide à 2 200 mineures.

Selon vous, la Mauritanie est la plaque tournante d'un trafic de mineures.

Ce trafic existe depuis longtemps, mais a pris de l'ampleur ces dernières années. Des trafiquants vont chercher des mineures dans les familles pauvres des zones rurales, promettant aux parents du travail pour leurs filles ou un pèlerinage religieux, un mariage prestigieux, une somme d'argent... Les filles transitent par Nouakchott, avant d'être emmenées dans le Golfe, où elles sont vendues et mariées. Si elles sont Noires, elles sont dépigmentées. Arrivées à l'âge de 18, 20 ans, leurs maris les jettent à la rue, car elles ne sont plus suffisamment jeunes à leur goût, et elles tombent pour la plupart dans la prostitution. Quand elles sont encore mineures, il leur arrive d'être expulsées. Il y a trois ans, j'ai rencontré à l'aéroport 14 jeunes filles d'une quinzaine d'années qui avaient vécu ce calvaire et ne savaient pas où aller. Le circuit de la

prostitution s'étend aussi vers l'Europe. L'ACFC sollicite actuellement les bailleurs de fonds pour financer une enquête visant à mesurer l'ampleur du phénomène.

Existe-t-il des domaines dans lesquels vous notez une évolution positive ?

L'excision ! Bien qu'elle disparaisse à un rythme très lent, cette pratique commence à être abandonnée collectivement, grâce aux nombreuses conventions et aux actions des bailleurs de fonds, qui y consacrent beaucoup d'argent, ainsi qu'à l'engagement de certains dignitaires religieux. Une fatwa [avis religieux] a été signée contre l'excision en 2010. La police et la justice sont également sensibilisées, mais une fois encore, il n'y a quasiment aucune condamnation.

Le gavage est en recul aussi, notamment grâce au changement progressif des critères de beauté. Mais il reste plus de 20 % des Mauritaniennes qui hypothèquent leur santé en voulant grossir, d'autant que les méthodes traditionnelles sont désormais remplacées par des compléments alimentaires, souvent dangereux.

Enfin, sur le plan de la représentation politique, nous avons fait de nets progrès entre 2005 et 2007, notamment avec l'instauration d'un quota de 20 % de femmes dans les institutions électives. Aujourd'hui, nous avons certes une femme ministre des Affaires étrangères, mais le nombre de postes à responsabilité occupés par des femmes (secrétaire d'État, préfet, gouverneur) est en diminution depuis 2008. Symboliquement, le ministère de la Promotion féminine a de nouveau été fondu dans le ministère des Affaires sociales. Par ailleurs, la Mauritanie, comme d'autres pays, fait face aux pressions d'un courant obscurantiste qui tend à ramener les femmes à un rôle primitif.

Que préconisez-vous pour que les femmes défendent au mieux leurs droits ?

Traditionnellement, les femmes ne suivent pas d'éducation religieuse approfondie, elles apprennent « juste ce qu'il faut pour prier ». Or, mieux connaître la religion devrait leur permettre de s'affranchir de certaines pratiques. Elles sauront, par exemple, que l'excision ou la polygamie ne sont

pas imposées par le Coran. Je pense aussi que les religions, y compris l'Islam, doivent s'adapter au monde contemporain : nous devons plaider auprès des érudits pour une exégèse « moderne » des textes.

En Mauritanie, les femmes sont majoritaires : elles représentent 52 % de la population. Il y a donc un potentiel pour développer une élite féminine, capable de dépasser les clivages idéologiques et raciaux. L'ACFC, en collaboration avec l'ONG américaine Women's Learning Partnership, forme 100 femmes par an dans le domaine du leadership. La politique est un moyen de parvenir à nos fins, mais il faut reconnaître qu'il n'est pas forcément le meilleur, car de nombreuses femmes, une fois en poste, cèdent à l'opportunisme individuel. Ce qu'il faut, c'est une prise de conscience collective. Elle commence à se former.

Pourquoi ne vous êtes-vous pas lancée en politique ?

Parce que je préfère le travail sur le terrain, auprès des victimes. C'est en mobilisant les femmes de la rue que nous arriverons à avoir le plus de poids. Je sais qu'il s'agit d'un travail de fourmi, mais j'ai bien le sentiment que nous sommes à un tournant : les efforts de l'association ont été récompensés par le Prix des droits de l'homme de la République française, en 2007, et le *Heroes Acting To End Modern-Day Slavery Award*, décerné par le Département d'État américain, en 2010. Cela encourage de plus en plus d'organismes internationaux à financer nos projets. ■

La juriste mauritanienne **Aminetou Mint El Moctar** est la fondatrice de l'Association des femmes chefs de famille.



Maman Maggy

et ses 20 000 enfants

Rencontre avec Maggy Barankitse

JASMINA ŠOPOVA



Maggy Barankitse avait 37 ans lorsque la guerre civile a éclaté au Burundi, l'un des pays les plus petits et les plus pauvres du continent africain. De 1993 jusqu'au début des années 2000, le conflit entre Tutsis et Hutus aurait emporté plus de 200 000 vies, mais il a épargné la sienne, et elle a sauvé celle de milliers d'enfants, dans sa région natale, Ruyigi, près de la frontière avec la Tanzanie, mais aussi à travers tout le pays. « Aujourd'hui, je suis la maman la plus heureuse du monde : j'ai 20 000 enfants », déclare-t-elle, sourire radieux aux lèvres. « Nous avons élevé les enfants d'une génération fratricide, pour créer une nouvelle génération debout. Nous n'avons pas considéré que c'étaient des enfants de victimes ou des enfants de criminels, mais simplement des enfants qui avaient besoin d'être aimés et réconfortés. Les trois quarts de mes collègues aujourd'hui – médecins, psychologues, économistes, infirmiers, enseignants – font partie des enfants tutsis et hutus qui ont grandi ensemble dans la Maison Shalom. »

Il ne faut pas imaginer cette maison sous forme de quatre murs recouverts d'un toit. Depuis 17 ans, « maman Maggy » a utilisé différents espaces qu'on lui a prêtés ou cédés pour abriter les orphelins de la guerre, avant de créer trois grands centres. « Mais, je me suis rendue compte », confesse-t-elle, « que les enfants qui grandissent dans des orphelinats perdent le sens de la responsabilité. J'ai fermé les centres et j'ai monté une série d'antennes de l'association. J'ai construit 3 000 petites maisons à travers le pays pour y loger des fratries. J'ai également placé des enfants dans des familles. Je compare cette maison à un bateau. Notre capitaine, c'est Dieu. »

Le pays était à feu et à sang, quand elle s'est mise à construire sa maison. Pour commencer, elle a pris une brouette. Elle a transporté et enterré les dépouilles des 72 personnes assassinées sous ses yeux, pour la plupart des réfugiés à l'évêché où elle travaillait. Puis, elle s'est rendue sur les champs de bataille à la recherche des enfants survivants. « Certains n'avaient plus d'yeux, d'autres, plus de bras ». Elle les a soignés, nourris... mais il fallait aussi les loger.

© UNESCO/Danica Bijeljic

Fervente chrétienne, Maggy Barankitse n'a qu'une seule religion : l'amour. « Les hommes et les femmes ont assez d'amour dans leur cœur pour dire non à la fatalité, non à la haine fratricide », affirme cette femme qui a « organisé un vote démocratique » auprès des enfants, lorsqu'il a fallu baptiser son association. « Ce sont les enfants qui ont donné à leur maison le nom de Shalom. Il est d'origine hébraïque, mais il a une portée internationale, car il veut dire "paix". Les petits musulmans ont, eux aussi, tous levé la main lors du vote ».

Au fil des ans, elle a construit pour ses enfants un centre d'apprentissage des métiers de la plomberie, de la menuiserie, de l'agriculture, de l'élevage et de la couture. Mais sa très grande fierté, c'est l'hôpital qu'elle fait bâtir à Ruyigi, abritant un centre de protection maternelle et infantile : « J'ai ouvert un grand hôpital, comme ça, je ne vais plus réparer des pots cassés. Je n'en pouvais plus d'accueillir des bébés qui perdaient leurs mamans en couches. Personne au monde ne peut remplacer la tendresse d'une mère. Aucune institution, aucun centre ne peut se substituer à une maman. J'ai construit une belle maternité, j'ai monté une école d'infirmières. J'ai tapé à toutes les portes pour obtenir une ambulance. Et puis je suis allée voir les mères au village pour leur dire qu'on peut nous appeler dès qu'une maman a besoin d'aide ».

Pour les séropositives et les malades du sida, Maggy Barankitse a ouvert un centre spécial où elles sont non seulement accueillies, nourries et soignées avec des antiviraux, mais aussi conseillées. « Elles apprennent comment s'organiser en associations et créer de petites coopératives. Regardez ça », dit-elle en nous montrant la belle robe colorée qu'elle porte au moment où elle nous parle, à l'UNESCO : « Ce sont elles qui l'ont confectionnée ! L'essentiel n'est pas d'assister les femmes, mais de les aider à devenir autonomes ».

Difficile d'exprimer en chiffres l'étendue de l'action de la Maison Shalom. « Comme nous travaillons sur tout le territoire national, il m'est impossible de vous dire combien de personnes nous avons soutenues. Les écoles, elles sont pour tous les enfants des communes où nous les avons construites. Les bibliothèques et les

cinémas que nous avons mis en place, ils sont accessibles à tout le monde ».

L'association emploie aujourd'hui 220 salariés, sans compter les bénévoles, et elle reçoit le soutien d'organisations caritatives, d'institutions et de gouvernements dont le nombre dépasse la quarantaine. C'est que Maggy Barankitse est très convaincante, bien qu'elle ne se prive pas de critiquer ouvertement certains comportements, ou précisément grâce à cela. Alors que l'UNICEF figure parmi les amis de la Maison Shalom, elle s'indigne contre les

victime de viol en République démocratique du Congo et dont nous avons parlé aujourd'hui à la conférence, que vous auriez dû faire venir à ma place. C'est elle qui doit parler d'elle-même. Il faut ouvrir les portes des salles de réunion à ces gens-là. Ils ne doivent pas être considérés comme des sans-voix qui ont besoin de porte-parole ! Même s'ils ne parlent ni l'anglais ni le français, il faut leur permettre de s'exprimer ».

Et pour conclure le chapitre des remontrances : « Je voudrais que les



© Maison Shalom, Ruyigi

Maggy Barankitse est particulièrement fière de cet hôpital qu'elle a fait construire au beau milieu de la brousse, à Ruyigi, au Burundi.

centaines d'écoles en plastique portant l'inscription UNICEF, dont son pays est jonché. « Plutôt que de nous envoyer du plastique fabriqué dans des usines occidentales et nocif pour la santé des enfants, pourquoi ne pas nous aider à acheter de la paille, matériau bien plus adapté à notre environnement et à notre climat, pour que nous puissions contribuer nous-mêmes à la construction de nos écoles et gagner par la même occasion un salaire qui nous permette de scolariser nos enfants ? »

Elle n'est pas plus tendre avec l'UNESCO, alors qu'elle vient de participer à Paris au lancement du Rapport mondial de suivi sur de l'éducation pour tous 2011, consacré à l'impact de conflits armés sur l'éducation. « C'est cette petite fille,

agences des Nations Unies se remettent en question. Qu'elles ne se réunissent plus pour de grandes conférences, qu'elles arrêtent de se focaliser sur des statistiques, qu'elles soient plus présentes sur le terrain ».

« Moi, je vis dans la brousse, dans une région oubliée du monde », lance Maggy Barankitse, de plus en plus fouguese. « Je vis dans une "zone à risque" où les journalistes viennent prendre une photo et s'empressent de quitter les lieux, où les fonctionnaires étrangers passent trois semaines avant de partir à Zanzibar se reposer ! Lorsque j'ai commencé mon travail, j'ai été choquée par ce comportement. Mais après, j'ai compris : il faut délier sa langue et parler. Si je ne critique pas, c'est que je n'aime pas. Il n'y pas d'amour sans vérité ». ■



Peur de rien

SULTANA KAMAL répond aux questions d'Anbarasan Ethirajan, journaliste indien à la BBC, Bangladesh

Bien qu'au Bangladesh, les postes politiques de très haut niveau soient occupés par des femmes, la discrimination sexuelle n'y est pas moins institutionnalisée, selon la militante Sultana Kamal. La montée du fondamentalisme, dans ce pays qui se présente comme laïc mais où l'islam demeure la religion d'État, et les interruptions du processus démocratique ont des incidences directes sur la condition des femmes.

Le Bangladesh célèbre cette année le 40^e anniversaire de son indépendance. En quoi la vie des Bangladaises a-t-elle changé depuis ?

Beaucoup de choses ont changé depuis la libération du pays. Aujourd'hui, les femmes sont dans l'ensemble bien plus conscientes de leurs droits. Elles arrivent bien mieux à les faire valoir et elles se font désormais très bien entendre sur la scène politique et sociale.

Certes, la situation n'évolue pas au même rythme dans toutes les régions du pays et elle aurait pu être meilleure sans les interruptions du processus démocratique ou la montée du fondamentalisme. De manière générale,

les Bangladais n'ont jamais approuvé l'orthodoxie religieuse dans le pays. Les femmes ont donc toujours bénéficié d'un climat très libéral, qu'elles ont exploité pour s'exprimer, participer aux débats et s'impliquer dans de nombreux aspects de la vie sociale.

Au Bangladesh, les postes de Premier ministre et de chef de l'opposition sont occupés par des femmes, Sheikh Hasina et Khaleda Zia, une situation plutôt inhabituelle dans un pays à majorité musulmane.

J'aime la façon dont vous présentez les choses, en disant qu'il s'agit d'une situation inhabituelle dans un pays à

majorité musulmane. Le Bangladesh est en effet un pays à majorité musulmane, mais nous ne nous considérons pas comme un État musulman. C'est un pays où vivent des personnes de religions diverses et où cohabitent de nombreuses cultures qui sont vénérées et respectées. Mais concernant le fait que des femmes occupent deux des postes les plus élevés de l'État, il faut être honnête : lorsque nous votons pour Sheikh Hasina, nous votons en réalité pour son défunt père, Sheikh Mujibur Rahman, le premier président du pays. Et lorsque nous votons pour Khaleda Zia, nous votons en réalité pour son défunt mari, le général Ziaur Rahman, ancien dictateur militaire. Les Bangladais gardent une image très forte de ces deux célèbres leaders de notre société.

Toutefois, le simple fait que ces deux femmes soient au pouvoir et exercent un contrôle réel sur la situation du pays donne aux Bangladaises un sentiment de confiance, la conviction que les femmes peuvent elles aussi arriver au sommet.

📍 Au Bangladesh, les files des femmes qui attendent pour voter sont presque toujours plus longues que celles des hommes.

© Faizal Tajuddin, Kuala Lumpur

Quelle est l'identité dominante au Bangladesh ? L'identité bangladaise ou l'identité musulmane ?

Nombre de mes compatriotes se demandent s'ils sont d'abord musulmans ou bangladais. Ce conflit prend ses racines dans l'époque où le Bangladesh faisait partie du Pakistan. Les dirigeants militaires pakistanais mettaient constamment les habitants du Pakistan oriental au défi de prouver qu'ils étaient des Pakistanais loyaux. Ils leur demandaient de prouver qu'ils étaient de vrais musulmans, assimilant en cela l'identité musulmane à l'identité pakistanaise.

Mais la majorité des Bangladais pensent que l'on peut avoir plusieurs identités. Oui, je suis musulmane ou je suis née dans une famille musulmane, mais je suis aussi bangladaise, je suis aussi une femme et je suis aussi une militante des droits de l'homme. J'ai de nombreuses identités différentes. De la même façon, il y a des hindous ou des chrétiens qui ont plusieurs identités. Comme je l'ai déjà dit, le peuple bangladais croit fondamentalement au pluralisme, il croit au soufisme. Sa relation avec la nature, avec Dieu et avec tous les mystères de la vie est, je le crois, intimement liée à sa propre perception de lui-même et de la nature.

L'amour des Bangladais pour leur pays se mêle à leur amour pour les fleuves, les arbres et la nature. La culture bangladaise est étroitement associée à l'harmonie fondamentale qu'ils cherchent à voir partout. La culture de la confrontation n'existait pas à la base : elle a été créée artificiellement et a constamment été soutenue par des forces présentes au sein de la société, qui, de temps à autre, réussissent à s'emparer du pouvoir et à étendre leur influence via le système économique, le système éducatif et les organismes culturels.

Dans quelle mesure les forces fondamentalistes islamistes ont-elles modifié la vie sociale et culturelle au Bangladesh ?

Les fondamentalistes se sont emparés des secteurs clés de la société : banques, assurances, santé, éducation, etc. C'est

dans le système éducatif que leur influence est la plus néfaste, car ils ont modifié tous les programmes et toutes les méthodes d'information dans le pays. L'interprétation correcte de la religion passe forcément par leur enseignement ou la soumission à leur mode de pensée.

Ils se servent de la terreur pour accéder au pouvoir ou s'y maintenir. Tous les dommages causés à la société bangladaise par les fondamentalistes ont été le fait des armes. Ils se servent du dogme qui nous dit que rien ne peut être remis en question : la population n'a donc d'autre choix que de se soumettre. Ils se servent aussi de la liberté d'expression et des possibilités offertes par la démocratie pour donner des ordres religieux. Ils répètent sans cesse : « nous voulons la tête de cette personne » ou bien « cet individu doit être pendu car c'est un traître », chaque fois qu'une personne dit quelque chose qu'ils considèrent blasphématoire. Ces méthodes terrifient la population. Mais vous remarquerez également que peu de gens soutiennent réellement ces pratiques. De nombreux Bangladais s'expriment contre ces accusations dès qu'ils sont sûrs que leur prise de position n'aura pas de répercussions et n'entraînera pas de représailles de la part des fondamentalistes. Mais il y a d'autres acteurs de la société qui les soutiennent, les encouragent et les protègent dès qu'ils sont en danger, à chaque élection, par exemple.

Ces dernières années, les tribunaux bangladais ont rendu plusieurs jugements interdisant de forcer une femme à porter la burqa ou le voile. À Dacca, on voit que ces décisions sont acceptées, mais dès que l'on sort de la capitale, on se rend compte que les femmes continuent de porter la tenue islamique traditionnelle.

Tout d'abord, il faut se rappeler que les femmes des zones rurales ont très peu de moyens d'être indépendantes au niveau économique et social. Ces femmes appartiennent pour la plupart à la classe moyenne inférieure ou aux couches défavorisées de la société. Elles utilisent donc ce genre de stratégie pour pouvoir sortir de chez elles. Lorsque nous parlons avec elles, elles nous confient que leur famille ne les laisse pas sortir sans burqa. Elles sont donc obligées de la porter si elles

veulent se rendre à l'école, au travail ou à une réunion.

À quoi est due cette situation ? Dans les campagnes, les hommes se voient eux aussi refuser un grand nombre d'opportunités par les leaders sociaux qui les briment. Malheureusement, ces leaders sociaux sont liés à la hiérarchie religieuse ; ils poussent alors les hommes à contrôler leur femme de cette manière. Et comme pendant de nombreuses années, ce pays a été dirigé par les généraux qui ont noué des alliances solides avec les forces religieuses, ces pratiques ont été encouragées, alimentées et même protégées par l'État. Voilà pourquoi il ne sera pas facile pour certaines femmes de dire que du jour au lendemain, elles vont arrêter de porter la burqa.

On voit beaucoup plus de burqas aujourd'hui au Bangladesh que l'on voyait lorsque le pays faisait partie du Pakistan. Pour moi, c'est une des conséquences des interruptions du processus démocratique durant lesquelles le peuple bangladais a été contraint de se soumettre à certains pouvoirs et à certaines forces qui ne souhaitaient pas le voir s'exprimer et ranimer l'esprit de la guerre de libération de 1971. Il y avait alors un conflit ouvert entre les groupes de la ligne dure, opposés à l'indépendance, et les puissances qui combattaient pour la libération du Bangladesh.

Autre sujet délicat : les attaques des femmes à l'acide et le harcèlement sexuel des jeunes filles, qui mènent souvent au suicide. Est-il possible de contrôler ces pratiques par la simple promulgation de lois ?

C'est un problème social, il doit donc être traité par des moyens sociaux. Nous devons créer un climat où les femmes se sentent assez en confiance pour lutter contre ces pratiques. Par ailleurs, il est nécessaire d'impliquer l'État, la société et les familles dans la protection des femmes. Nous devons parler avec les familles, leur faire clairement comprendre que dans ce pays, les femmes ont les mêmes droits et la même dignité que les hommes et que ces principes doivent être respectés. Il n'est pas possible de faire de compromis sur ce point. La lutte contre ces pratiques doit s'inscrire dans un mouvement social. Mais la législation a également son utilité, car elle donne

une sorte de pouvoir et de confiance dans la possibilité de combattre ces problèmes sur le plan légal.

La discrimination sexuelle est-elle institutionnalisée au Bangladesh ?

Si l'on examine les lois relatives à la personne qui existent au Bangladesh, j'aurais tendance à vous répondre que oui. D'après ces textes, le peuple doit être gouverné par les lois religieuses, ces dernières discriminant clairement les femmes. Mais l'État ne fait rien pour lutter contre ces discriminations. Nous demandons depuis 1972 l'adoption d'un code civil ou d'un code familial uniforme pour tous. Le gouvernement n'est pas capable d'agir sur ce point et nous n'avons toujours pas clairement défini ce qu'était la discrimination positive ou l'égalité des sexes. Nous nous heurtons à une forte résistance au sein de la société, qui se reflète dans les politiques de l'État.

Il y a actuellement une controverse sur la manière dont le Bangladesh traite les réfugiés ethniques rohingya du Myanmar voisin. Quelle est votre opinion à ce sujet ?

Tout d'abord, je pense que ces personnes sont utilisées par les partisans du fondamentalisme au Bangladesh. C'est une chose. Un des autres aspects du problème, d'après notre ministre des Affaires étrangères, est économique. À partir du moment où l'on reconnaît que ces personnes sont des réfugiés, on

 *Sultana Kamal, en 2010, lors du lancement d'un projet de construction d'école pour enfants pauvres et orphelins.*

© ASK, Dakha

doit les traiter conformément aux traités, ce qui représente une lourde charge économique que le Bangladesh ne peut pas assumer.

Leur nombre constitue un autre problème. Le Bangladesh n'a absolument pas la possibilité de gérer une population si importante.

D'un autre côté, en tant que militante des droits humains, je voudrais que l'on reconnaisse l'existence de tous ces problèmes. Il faudrait alors pouvoir les traiter de manière décente. Je suis profondément convaincue que ces personnes ont elles aussi des droits et que ces droits doivent être respectés.

Parlez-nous de vous. Qu'est ce qui vous a incitée à militer pour les droits des femmes ?

J'ai grandi dans un environnement où gravitaient de nombreux activistes sociaux et politiques. Mes parents se sont fortement engagés dans le mouvement anti-britannique. Puis ma mère a initié le mouvement des femmes au Bangladesh et elle a joué un rôle majeur dans le mouvement pour la langue bengalie, ainsi que dans les mouvements culturels des années 1950 et 1960.

Je me suis engagée dans la vie publique au moment de la guerre de libération du pays. J'ai passé plusieurs mois en Inde pendant cette guerre qui a duré neuf mois. Avec ma sœur, nous avons monté un hôpital pour soigner les indépendantistes blessés. Auparavant, j'avais aidé mes compatriotes à obtenir des renseignements ou un abri et à passer la frontière.

Après la libération en 1971, j'ai commencé à travailler avec les femmes

qui avaient été durement touchées par la guerre et qui venaient voir ma mère. Beaucoup d'entre elles avaient perdu leur mari et rencontraient des difficultés avec leur belle-famille. D'autres voulaient savoir si elles pouvaient se remarier et garder leurs enfants. C'est pour cela que j'ai décidé de faire des études de droit et que je suis devenue avocate. Je sentais qu'avec un bagage juridique, je pourrais leur être utile. Je voulais les aider à réaliser qu'elles avaient des droits et qu'elles pouvaient vivre dans la dignité.

Vous avez été menacée à maintes reprises et on a même attenté à votre vie. Avez-vous déjà pensé à renoncer ?

Pas vraiment, car mes parents m'ont appris que lorsqu'on abandonne, on perd la moitié de la bataille. Pourquoi laisser les autres penser qu'ils vous ont battu et abandonner les causes pour lesquelles vous luttez ? On n'a qu'une vie à perdre, c'est ce qui fait sa force.

Mécontents du fait que j'avais épousé un hindou et de certaines de mes fréquentations, des fondamentalistes ont mis le feu à ma maison en 1995. Nous avons bien failli y passer. Plus tard, ils ont aussi jeté une bombe chez moi. Mais, je ne me suis jamais inquiétée pour mon bien-être ou pour ma vie. Certes, j'ai une responsabilité envers mon mari et ma fille. Ils ont un droit sur ma vie. Mais là encore, je pense que la manière dont j'ai été élevée et dont j'ai commencé à appréhender les problèmes de la vie m'a appris qu'il fallait ne jamais avoir peur. La peur ne sert à rien, elle n'apporte pas de solution. ■



Sultana Kamal, militante bangladaise pour les droits des femmes, est directrice exécutive d'Ain o Shalish Kendra (ASK). Cette ONG bangladaise de conseils juridiques et de défense des droits de l'homme, fondée en 1986, bénéficie du soutien financier de l'ambassade des Pays-Bas, de l'agence allemande NETZ, de *Save the Children* et d'autres organisations. Mais ses fonds proviennent également des services qu'elle fournit, notamment dans le domaine de la formation et des publications. Rien qu'en 2010, ASK a dispensé une aide juridique gracieuse à 4 000 femmes.

Une avocate à la peau dure



© DR

« C'est la loi qui est délinquante », a pour habitude de rétorquer l'avocate Asma Jahangir quand un juge lui fait remarquer qu'elle défend toujours des délinquantes. La militante pakistanaise ne recule devant rien pour combattre soi-disant crimes d'honneur, promouvoir les droits économiques des femmes et, surtout, défendre l'universalité des droits de l'homme, applicables à tous sans exception.

ASMA JAHANGIR répond aux questions d'Irina Zoubenko-Laplante

Vous avez passé toute votre vie à défendre les droits de l'homme. Qu'est ce qui vous a incitée à vous spécialiser dans ce domaine en tant qu'avocate ?

J'ai grandi dans une famille qui faisait de la politique. Mon père, Malik Jilani, était un leader politique qui a toujours été dans l'opposition et a souffert toute sa vie. J'ai vu ce que c'était d'aller au tribunal en sachant pertinemment que la justice ne serait pas rendue. Au fil du temps, j'ai compris l'importance du travail des avocats.

Au début des années 1980, vous avez créé le centre d'assistance juridique AGHS géré exclusivement par des femmes.

Lorsque j'ai terminé mes études, mon diplôme de droit de l'Université du Penjab en poche, j'ai réalisé que je n'allais pas trouver de cabinet juridique pour m'engager. Je me suis dit que la meilleure solution serait certainement de monter mon propre cabinet. Je me suis alors associée avec deux amies, puis avec ma sœur, Hina Jilani. C'était une époque où les femmes faisaient l'objet d'une

oppression totale. Le mouvement des femmes était en train de naître, mais il y avait aussi un mouvement des avocats. Nous nous sommes retrouvées au centre de ces deux groupes et nous avons commencé à militer assez rapidement.

À quelles difficultés avez-vous été confrontée en tant que militante des droits humains ?

Au cours des cinq ou six dernières années, j'ai reçu plusieurs signes de reconnaissance, à l'étranger comme dans mon pays. Mais aujourd'hui, si vous parlez à quelqu'un qui ne croit pas en l'universalité des droits de l'homme, il vous dira que je suis une femme occidentalisée, alors que je n'ai jamais étudié ni vécu à l'étranger ; que je suis contre la religion, car je pense que les gens doivent avoir le droit de choisir d'avoir ou non une religion ; que je suis contre le Pakistan, car je pense que le Pakistan doit vivre en paix avec ses voisins...

Mais je viens aussi d'une société faite de contradictions. Chez nous, les femmes font l'objet de violences et de dédain

alors que le Pakistan est le premier État musulman qui a eu un Premier ministre femme : Benazir Bhutto, une personne très courageuse. Chez nous, il y a des gens qui menacent des femmes comme moi, mais il y en a d'autres qui les soutiennent, protègent et encouragent. J'ai beaucoup appris et je dois beaucoup à mes compatriotes.

Au fil du temps, j'ai compris quelles étaient les trois qualités nécessaires pour militer : premièrement, il faut avoir la peau dure, deuxièmement, il faut être persévérant et troisièmement, il faut rechercher en permanence de nouvelles solutions.

Je me souviens quand j'ai commencé à défendre des travailleurs serviles (des personnes qui subissent une forme d'esclavage), le juge leur demandait : « Reconnaissez-vous cette femme ? Est-

Le 10 décembre 2010, Journée des droits de l'homme, la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, et le maire de Bilbao (Espagne), Iñaki Azkuna, ont remis le Prix UNESCO/Bilbao pour la promotion d'une culture des droits de l'homme à Asma Jahangir. Elle nous a accordé cet entretien lors de la remise du Prix.

Irina Zoubenko-Laplante travaille à la Division des droits de l'homme, de la philosophie et de la démocratie de l'UNE



📍 Cette jeune fille fait partie des nombreux déplacés ayant fui les combats dans la vallée de Swat, au Pakistan, en juin 2009. © UNICEF/NYHQ2009-0931/Marta Ramoneda

elle votre avocate ? » Ils avaient tellement peur qu'ils n'aient me connaître. J'ai même failli me faire radier du barreau, car mes propres clients affirmaient qu'ils ne m'avaient pas engagée. Mais en faisant preuve de persévérance, j'ai réussi à gagner leur confiance et à les faire parler. Un jour, une travailleuse servile qui était venue témoigner devant la Cour suprême a répondu avec assurance à son employeur qui l'accusait de mentir : « Qui est le menteur : vous ou moi ? Je vais dire à cette cour qu'en plus d'être un menteur, vous êtes un exploiteur. » Ce jour-là, je me suis dit que l'affaire était gagnée ! Aujourd'hui, la servitude pour dettes n'a pas complètement disparu, mais un grand nombre de travailleurs ont gagné la liberté.

Il faut également avoir la peau dure pour militer. Je me souviens qu'en 1983, certaines personnes ont proposé une loi qui, au nom de l'islam, donnerait au témoignage des femmes la moitié de la valeur de celui des hommes. Nous avons été nombreuses, en particulier les femmes de la classe supérieure, à descendre dans la rue, inconscientes du danger. La police est intervenue, nous a tiré par les cheveux et nous a frappées. Plus tard, un mullah a déclaré que nos mariages étaient dissous et que nos

maris devraient divorcer, ce qu'aucun d'entre eux n'a fait. Cela a été une expérience difficile, mais elle nous a donné du courage, non seulement aux 150 femmes qui étaient descendues dans la rue et avaient été frappées par la police, mais à beaucoup d'autres. Depuis, nous avons continué à multiplier le nombre de militantes.

Lorsque je me mets en danger, un de mes enfants me dit : « Maman, si tu ne luttas pas pour les droits des femmes, ils ne viendront qu'avec une minute de retard ! ». Mais je pense que c'est justement pour cette minute que travaillent les militants des droits de l'homme.

Qu'est-ce qui vous préoccupe particulièrement concernant la condition des femmes ?

Lorsque j'ai commencé ma carrière d'avocate, de nombreuses femmes se faisaient jeter en prison à cause d'une nouvelle loi qui considérait les relations sexuelles hors mariage comme un crime (ce qui est toujours le cas aujourd'hui, mais dans une moindre mesure). Même les femmes qui avaient été victimes de viol mais ne pouvaient pas le prouver étaient mises en prison. Quand je me rendais au tribunal, le juge me disait : « Vous n'avez donc pas d'autres clients

que ces délinquantes ? » Et je répondais : « Votre honneur, c'est la loi qui les met derrière les barreaux qui est délinquante ».

Dans de nombreux pays, y compris le mien, les femmes sont confrontées à de très graves problèmes, qui peuvent aller jusqu'à la mise en danger de leur vie. Les femmes doivent se comporter d'une certaine manière, faute de quoi elles risquent de se faire tuer au nom de l'honneur. Au début de ma carrière d'avocate, lorsque je soulevais la question de ces « crimes d'honneur », certains juges me répondaient qu'ils ne voyaient pas de quoi je parlais. Petit à petit, notre mouvement contre les crimes d'honneur a pris racine au Pakistan et a également attiré l'attention de nombreuses organisations internationales et du public dans le monde entier. Nous bénéficions aujourd'hui d'un large soutien contre ce genre de pratiques, alors qu'il y a seulement une dizaine d'années de cela, certaines personnalités politiques disaient ne pas pouvoir soutenir les personnes qui plaidaient contre les crimes d'honneur, car leurs plaidoiries allaient à l'encontre des normes sociales acceptées. Aujourd'hui, ces personnalités politiques rougissent d'avoir tenu de tels propos.

Que peut-on faire pour améliorer la condition des femmes ?

Avant tout, promouvoir les droits économiques des femmes, qui manquent cruellement dans de nombreux pays. Les femmes n'ont pas le même statut que les hommes. Même si elles travaillent, elles ne reçoivent pas le même salaire que leurs équivalents masculins à travail égal. De plus, la violence contre les femmes est rampante. Nous devons commencer par mieux informer les femmes de leurs droits, un domaine dans lequel d'énormes progrès ont déjà été réalisés. Et ensuite, nous devons effectuer un travail de sensibilisation sur les droits des femmes auprès de différents acteurs, comme le pouvoir judiciaire, le parlement, les médias, etc. Nous avons obtenu des avancées, mais elles ne sont pas suffisantes.

La promotion de l'égalité des genres peut-elle contribuer à atteindre les Objectifs du Millénaire, en particulier de réduire la pauvreté ?

Je pense que cette aspiration des Nations Unies est louable, mais il est

évident qu'il sera impossible d'atteindre ces objectifs d'ici à l'échéance prévue, en 2015. Cela ne veut pas dire pour autant qu'il faille baisser les bras. Je pense que le problème des enfants et de la pauvreté est particulièrement grave à l'heure actuelle, car je suis persuadée que les enfants sont les premières victimes de la pauvreté, qu'il s'agisse des enfants des couches défavorisées la société, des enfants victimes d'abus sexuels, des enfants utilisés pour mendier (une pratique de plus en plus courante) ou des enfants vendus.

D'après votre expérience en tant que rapporteur spécial des Nations Unies sur la liberté de religion ou de conviction, que pensez-vous des capacités humaines de tolérance et d'ouverture ?

Ce mandat très délicat et intellectuellement stimulant m'a beaucoup appris. Par exemple, il n'existe aucun pays au monde où les préjugés n'existent pas et en même temps, il n'existe aucun pays au monde où personne ne lutte contre l'intolérance. Nous devons être conscients de cette réalité aux différents échelons du pouvoir qui doivent mettre en place des politiques de lutte contre les préjugés et l'intolérance. L'éducation joue un rôle particulièrement important, mais encore faut-il savoir de quel type d'éducation on parle. Dans la région du monde d'où je viens, des personnes ont été radicalisées et militarisées au nom de l'éducation. Nous souhaitons une éducation de qualité, qui ne repose pas simplement sur les manuels, mais aussi sur les interactions entre les enfants de diverses communautés. L'éducation ne doit pas se contenter d'enseigner des tabous, mais plutôt inculquer un vrai respect de la dignité humaine. Par exemple, on n'enseigne pas aux enfants que les gens peuvent s'habiller différemment, qu'un homme peut s'habiller comme une femme, sans s'attirer le mépris des autres, ou qu'une femme peut porter le voile sans que cela signifie qu'elle pense différemment. Je ne vois ce type d'enseignements dans aucun manuel scolaire, que ce soit en Occident ou en Orient.

À cause des conflits, certains pays se retrouvent isolés et n'ont plus de relations avec leurs voisins, qui sont pourtant fondamentales. En même temps, je pense que le monde doit

maintenir sa diversité et ses différentes idéologies, mais il est nécessaire d'insister sur les limites à ne pas franchir. Je ne peux pas forcer une personne à penser comme moi sous la menace d'une arme : je peux la convaincre dans le respect de certaines limites, qui excluent l'abus et la menace. Si je commence à agir ainsi, je fais évidemment preuve d'intolérance. Et si l'on établit des lois discriminatoires, on fait évidemment preuve d'intolérance. Quant à justifier des lois sur la base des normes sociales et de la religion, c'est quelque chose que les pouvoirs publics devront reconsidérer. C'est faire insulte à son propre peuple que de lui dire qu'il est moins digne que les habitants d'autres pays. La question de la dignité est universelle.

Le travail des défenseurs des droits de l'homme n'est pas facile. Par exemple, dans mon pays en proie à des conflits, les militants islamistes qui tuent des gens ont eux aussi des droits. Mais lorsque nous, défenseurs des droits de l'homme, évoquons leurs droits, les gens se demandent si nous ne sommes pas partisans des talibans. Bien sûr, je ne le suis pas, mais si un homme est suspecté d'être un taliban, ce n'est pas une raison pour le faire disparaître.

Quel est le rôle de l'État dans la promotion de la progression sociale ?

Je pense que l'État est le dernier acteur à devoir s'impliquer. Aujourd'hui, c'est à la société civile d'agir, en particulier aux groupes de militants et aux mouvements du type de ceux qui sont actuellement actifs en Amérique latine. Ce sont eux qui ont mené des campagnes et ont soulevé des questions importantes. Par exemple, la société civile et les groupes de militants occidentaux ont été les premiers à parler des détentions arbitraires survenues suite aux attentats du 11 septembre 2001. Ce mouvement a été soutenu par des avocats, des défenseurs des droits de l'homme, des étudiants, bref, les différents acteurs de la société civile.

En quoi la démocratie et les droits de l'homme sont-ils liés ?

Les droits de l'homme ne peuvent s'épanouir dans un pays non démocratique ; nous avons pu le constater à de nombreuses reprises. Cela ne signifie pas pour autant qu'un pays démocratique respecte

automatiquement les droits de l'homme.

Les militants des droits de l'homme doivent s'efforcer de relier les droits civils et politiques aux droits sociaux et économiques.

En réalité, les mouvements des droits de l'homme s'emploient à renforcer la démocratie, car cette démarche est nécessaire dans toutes les sociétés. Au cours des dernières décennies, nous avons vu la démocratie stagner, même dans les pays occidentaux qui reposent sur une longue tradition démocratique.

Pensez-vous que la situation des droits de l'homme change en mieux ?

Le plus difficile, c'est de faire évoluer les mentalités. Si je regarde 30 ans en arrière, j'estime qu'il y a eu un changement. À une certaine époque, il était impossible de s'exprimer contre le gouvernement sans courir le risque d'être emprisonné. Aujourd'hui, nous n'avons plus de prisons politiques dans notre pays. Cela ne veut pas dire que les droits de l'homme ne soient jamais bafoués, mais nous avons fait plusieurs pas en avant.

Nous avons également fait un pas en arrière, car le monde devient plus complexe et présente de nouveaux défis et menaces. Il est nécessaire de chercher tous ensemble des solutions aux problèmes communs. Nous devons aborder non seulement la question du suivi des droits de l'homme, mais aussi déterminer les domaines dans lesquels nous devons maintenir nos efforts et nous améliorer, ainsi que les stratégies que nous devons adopter. Il y a très longtemps de cela, un leader de la société civile m'a dit : « Asma, tu ne peux pas militer en utilisant simplement tes jambes pour descendre dans la rue ; tu dois aussi utiliser ta tête. Aujourd'hui, je me rends compte que les jambes et la tête doivent marcher ensemble. ■

Avocate et présidente de l'Association du barreau de la Cour suprême pakistanaise, **Asma Jahangir** est également présidente de la Commission pakistanaise des droits de l'homme et rapporteur spéciale des Nations Unies sur la liberté de religion ou de conviction. Le Prix UNESCO/Bilbao récompense son combat pour les droits de l'homme, notamment ceux des minorités religieuses, des femmes et des enfants.



Plusieurs milliers de personnes, dont un grand nombre de femmes, ont défilé à Tunis le 19 février 2011 pour défendre les principes de la laïcité. Parmi les principaux organisateurs de cette manifestation : l'Association des femmes démocrates, dirigée par Sana Ben Achour. © A. Gabus, Tunis

Droits affichés, libertés confisquées

Pour comprendre les obstacles qui entravent l'autonomie des femmes dans les pays arabes, y compris en Tunisie où elles participent aux élections depuis 1957, la juriste Sana Ben Achour pénètre dans les coulisses du droit de la famille. Elle dénonce les faux-semblants d'un féminisme d'État qui est loin de répondre aux exigences d'égalité des sexes et d'indivisibilité des droits.

SANA BEN ACHOUR

Dans la région arabe, le débat actuel sur les droits des femmes est focalisé sur la réforme du droit de la famille. En effet, au nom d'un islam hissé au rang de religion d'État, les lois modernes réservent aux femmes un statut inférieur à celui des hommes. Du Machrek au Maghreb, s'est construit autour des femmes – et d'elles principalement – un système normatif subordonné à la charia ou au *fiqh* [loi et jurisprudence islamiques] qui légitime, sous diverses modalités, toutes sortes d'amalgames entre religion et identité politique, entre commandement politique et application

des lois chariques, entre mariage et endogamie religieuse...

Les lois sur la famille scellent les liens entre les ordres religieux et politique, de sorte que la famille se construit comme une citadelle de la domination masculine. Il suffit de prendre comme exemple les règles du mariage, qui vont de la tutelle matrimoniale à l'interdiction d'une union entre une musulmane et un non musulman, ou les rapports entre conjoints bâtis sur le devoir d'entretien qui confère un rôle prééminent aux hommes. On peut y ajouter également les règles de la filiation et de la parenté, fondées sur la généalogie patrilinéaire et appliquées aux lois sur la nationalité :

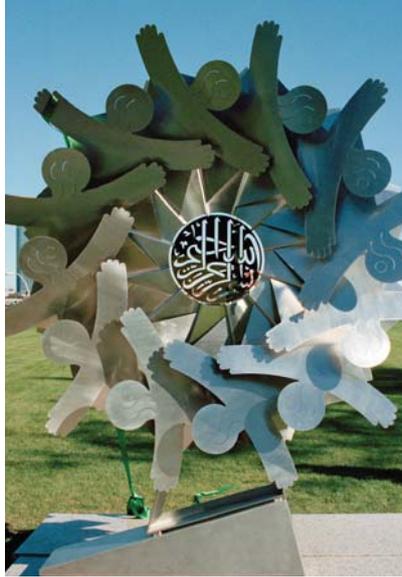
les femmes ne peuvent pas donner leur nationalité à leurs époux et à leurs enfants.

Sur les 22 membres de la Ligue des États arabes, 16 ont adhéré à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes de 1981. Néanmoins, ils ont quasiment tous émis des réserves substantielles, qu'elles soient générales ou spécifiques, à l'une ou à l'autre disposition du texte. On comprend dès lors que les mouvements féministes, nés dans les années 1980, se soient mobilisés sur le terrain des politiques publiques, contre les discriminations institutionnalisées et les écarts entre les droits humains universels et les lois nationales.

Otages du régime politique

Il faut savoir que les réformes économiques, sociales et culturelles ont souvent été initiées par des gouvernements autoritaires, issus des mouvements de libération nationale, qui ont accaparé le champ des relations familiales pour en faire le levier de leur politique nationale. Par conséquent, les codes du statut personnel et de la famille, qui sont pourtant issus du droit musulman classique, s'insèrent dans une politique législative qui marque une certaine conquête de la raison législative moderne. Ce fut le cas des lois égyptiennes de 1917, 1920 et 1929, puis des Codes du statut personnel de Jordanie (1951 et 1976), de Syrie (1953), de Tunisie (1956), du Maroc (1957-1958) et d'Irak (1959). D'autres pays se sont récemment ralliés à ce modèle : l'Algérie et le Koweït en 1984 et, plus proche de nous, la Mauritanie en 2001. Dans tous les cas, les réformes ont abouti au réaménagement du droit et à la recomposition de la normativité islamique autour des femmes. Car ce qui est en jeu, c'est la *siyassa tachrîya* (« fabrication d'une politique législative ») rendant compte d'un arbitrage entre les principes d'organisation identitaire et les revendications égalitaires des sociétés civiles. C'est justement ce qui donne au droit du statut personnel et de la famille son oscillation entre esprit de tradition et esprit d'innovation.

Par ailleurs, aucune de ces politiques n'a été implantée sans l'intervention autoritaire des pouvoirs centraux : décrets du chef d'État (comme en Tunisie, sous la présidence du conseil de Habib Bourguiba), règlement d'un état d'urgence (comme en Égypte du temps du président d'Anouar el Sadate) ou *dahir* du roi (comme au Maroc). Presque partout, elles se sont accompagnées de la mise en place d'Unions nationales de femmes, organisations féminines satellites, fortement enchâssées dans l'appareil d'État et le parti au pouvoir. Celles-ci servent de canal de diffusion de la politique sociale en matière de santé de la mère et de l'enfant, de scolarisation et d'alphabétisation, de développement rural, de vulgarisation des nouveaux droits des statuts personnels et de la famille. Ces « féminismes d'État » ont fini par prendre les femmes en otages et par faire d'elles le bouclier de la stabilité des régimes politiques.



« Solidarité entre sœurs », œuvre du sculpteur italien Silvio Russo offerte par les femmes arabes à l'ONU en 1996, pour symboliser leur solidarité avec les femmes du monde entier.

© UN Photo/Eskinder Debebe

Maintien du statu quo

Aujourd'hui, dans des pays gagnés par les mouvements islamistes et les appels au conformisme, ces textes qu'entache un déficit démocratique, semblent n'avoir toujours qu'une existence précaire. À tout moment, ils peuvent être remis en cause, comme ce fut le cas en Égypte avec la loi Jihane de 1979 (du nom de l'épouse de Sadate), qui permettait à une femme d'obtenir automatiquement le divorce durant l'année suivant le deuxième mariage de son mari. Cette loi a été abrogée en 1985, au regard du nouvel article 2 de la Constitution faisant de la loi islamique la source principale de législation. Ce fut aussi le cas en Tunisie où, à la destitution du président Bourguiba en 1987, les menaces d'un « retour aux sources » se sont multipliées. Il a fallu encore une fois l'intervention tutélaire des sommets de l'État pour mettre hors d'atteinte le Code du statut personnel,

accorder à ses principes une valeur d'acquis national, réprimer durement, après l'avoir « normalisé », le mouvement islamiste et, dans la foulée, les démocrates.

C'est dire que, dans les coulisses de ces politiques législatives de la famille, ce n'est pas la réforme du droit traditionnel qui se joue, mais le maintien du statu quo. La remise en cause de l'asymétrie traditionnelle entre droits des hommes et droits des femmes constituerait une menace à l'ordre public établi. Aussi les pouvoirs en place réactualisent-ils en permanence cette asymétrie, quand ils accordent des droits et des garanties judiciaires aux femmes, sans jamais perdre de vue la supériorité des hommes. Dans le paysage général des codes de la famille en pays d'Islam, la Tunisie est sans conteste celle qui est allée le plus loin dans la voie de la transgression de la loi divine : divorce par consentement mutuel autorisé dès 1956, droit de vote pour les femmes acquis dès 1957, avortement légalisé dès 1962... Mais dans cette voie, elle est aussi celle qui – rejoignant les autres pays – n'a pu surmonter le problème du privilège des hommes. D'où la qualité du mari chef de famille, le maintien – même au titre du dinar symbolique – de la dot comme condition de formation du mariage, la règle du double au profit des hommes en matière d'héritage, etc. On mesure, dans ces conditions, l'ampleur du fossé qui sépare le discours des gouvernants sur la réforme du statut personnel ou sur l'amélioration des droits de la famille et les revendications féministes sur l'autonomie du sujet femme, l'égalité et l'indivisibilité des droits. ■

En décembre 2008, **Sana Ben Achour** a été nommée présidente de l'Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD), qui a pour principaux objectifs l'adhésion aux valeurs universelles d'égalité entre les sexes, de droits humains et de libertés fondamentales et le combat contre les atteintes aux droits économiques et sociaux des femmes. Agrégée en droit public et maître de conférences à la Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis, Sana Ben Achour est également membre de la Ligue tunisienne des droits de l'Homme (LTDH).



© Sana Ben Achour

Maintenant ou jamais

GIUSY MUZZOPAPPA
journaliste italienne

Les luttes féministes des décennies passées réduisaient souvent les hommes à des ennemis à combattre par tous les moyens. Aujourd'hui, les Italiennes se mobilisent aux côtés des hommes, pour garder leurs précieux acquis et formuler de nouvelles revendications, telles qu'un salaire égal pour un travail égal, ou une souplesse des conditions de travail qui ne se transforme pas en précarité.

« On ne s'y attendait pas. » Voilà la première réponse que les organisatrices des manifestations du 13 février 2011 se sentent obligées de donner à ceux qui leur demandent de commenter leur initiative. L'organisation, en quelques jours, d'une action nationale qui a réussi à essaimer partout dans le monde a dû sembler, de prime abord, une entreprise titanique. Tout est parti d'un mouvement d'indignation, définitif et sans appel, qui a secoué un groupe de femmes, très différentes entre elles, réunies dans l'association Di Nuovo et depuis longtemps impliquées dans la défense des droits des femmes. Plusieurs centaines de milliers de personnes ont répondu à leur appel, un million selon les organisatrices. Des femmes qui sont descendues dans la rue avec leurs compagnons, leurs pères, leurs fils et leurs frères, pour prendre clairement position en faveur de l'émancipation des femmes italiennes. « Chacune de nous a passé des coups de fil, contacté ses réseaux, et en un rien de temps nous avons obtenu des réponses enthousiastes, de tous », explique la jeune poétesse Elisa Davoglio.

Le slogan de la manifestation, « Se non ora quando? », référence patente au titre d'un roman du célèbre écrivain italien Primo Levi (1919-1987) – en français, « Maintenant ou jamais » – traduit de toute évidence la dégénérescence cruelle des représentations de la femme dans les médias et dans la politique italienne. Le malaise à l'origine de cette protestation

trouve son ferment dans l'érosion d'acquis que les femmes italiennes pensaient définitifs, fruits des combats menés dans les années 1960 et 1970 pour les droits civiques et pour l'égalité des sexes. Cette période de luttes politiques, qui a forgé toute une génération de féministes italiennes, semblait s'être conclue sur des victoires majeures : le droit de la famille s'était trouvé radicalement modifié (avec l'autorisation du divorce en 1974) et les femmes avaient obtenu la liberté de choisir leur maternité (grâce à l'abrogation, en 1981, d'une loi particulièrement restrictive sur l'avortement). La ferveur de ces années-là semble s'être progressivement amenuisée au cours des décennies suivantes, qui ont vu un gouffre se creuser entre cette première génération de féministes italiennes et leurs filles et petites-filles.

Recommençons ensemble

Comparant cette époque à la mobilisation actuelle des femmes italiennes, Francesca Izzo, professeur d'histoire des doctrines politiques à l'Université de Naples « L'Orientale », observe combien ce mouvement « a très vite jeté un pont favorisant la communication entre les générations », au terme d'une double reconnaissance : « D'une part, la génération en lutte dans les années 1970 a pris pleinement conscience que les acquis risquaient une dangereuse remise en cause si on ne trouvait pas le courage de reprendre la

parole, tout en reconnaissant les erreurs du passé. D'autre part, les jeunes générations ont enfin compris que les droits et les acquis dont elles avaient pu jouir sans s'en rendre compte menaçaient de disparaître. À partir de là, nous nous sommes dit : recommençons ensemble ».

Ensemble, et avec les hommes. Elisa Davoglio est très claire sur ce point : « Les hommes ont apporté une aide très précieuse. La mobilisation est née dans un climat de collaboration sincère et de partage spontané des motifs d'indignation. » Francesca Izzo va plus loin et identifie à ce sujet un aspect radicalement nouveau par rapport aux

♥ Manifestation « *Se non ora quando* », à la Piazza del Popolo, Rome, Italie, le 13 février 2011.

© Grazia Basile, Rome



anciens mouvements féministes : « Les plus jeunes surtout n'auraient pas compris, et à juste titre, les revendications des luttes féministes des décennies passées, qui réduisaient souvent les hommes à des ennemis à combattre par tous les moyens. Les jeunes femmes d'aujourd'hui partagent avec les hommes de leur âge des peurs, des frustrations, des aspirations, elles en éprouvent souvent la fragilité et le sentiment d'inadéquation. Elles n'auraient jamais adhéré à une mobilisation qui aurait reconnu aux seules femmes le droit de s'indigner. » Comme le constate Cristina Comencini, réalisatrice et écrivain qui a contribué avec sa sœur Francesca à organiser la manifestation, « c'est la première fois que les hommes se retrouvent sur un pied d'égalité avec les femmes et qu'ils descendent dans la rue à côté d'elles pour montrer leur force politique et humaine. »

Un match politique

« L'Italie n'est pas un pays pour les femmes », tel est l'autre slogan qui se déployait de banderole en banderole dans les rues d'Italie et d'ailleurs. Ce sont les statistiques, froides et implacables, qui le confirment. D'après le rapport de l'OCDE sur l'éducation dans le monde en 2010, les femmes en Italie étudient plus que les hommes (elles représentent 61 % des diplômés), mais éprouvent de plus grandes difficultés à s'insérer sur le marché du travail. Il apparaît aussi, dans le rapport « Salari in Italia, 2000-2010: il decennio perduto » (Salaires en Italie, 2000-2010 : la décennie perdue) de la CGIL, le principal syndicat italien, que leurs salaires sont inférieurs de 12 % en moyenne à ceux de leurs homologues masculins. Le taux d'inactivité féminine – à savoir le pourcentage de femmes qui ne travaillent pas ou ne font pas leurs études – atteint, selon le rapport 2010 de l'ISTAT (Institut national de statistique), 48,9 %, soit le niveau le plus élevé de l'Union européenne après Malte. La présence de Susanna Camusso, première femme secrétaire générale de la CGIL, sur l'estrade de la Piazza del Popolo à Rome, le 13 février dernier, en est d'autant plus symbolique. Car c'est sur les conditions de travail, sur le droit de choisir entre carrière professionnelle et maternité, sur le droit à une rémunération égale à celle des hommes, sur le droit à une souplesse qui ne se transforme pas en précarité à vie que se



joue le match politique inauguré par le mouvement « *Se non ora quando?* ».

La déconsidération de son rôle dans la société va de pair avec l'image grotesque et déformée de la femme que véhiculent les principaux médias. L'an dernier, un documentaire de la militante pour les droits des femmes Lorella Zanardo, intitulé *Le corps des femmes*, a fait beaucoup de bruit : aucune Italienne l'ayant vu ne peut oublier l'ambiance dantesque que dégage ce montage d'extraits de programmes télévisés, diffusés au quotidien sur toutes les chaînes italiennes. La réduction des femmes à un corps à consommer a des répercussions profondes, surtout sur les plus jeunes générations. Or c'est justement ce point qui permet aux instances initiatrices de la mobilisation de dépasser l'anecdote et de poser des questions plus vastes. « Nous avons lancé cet appel pour dire que ce n'est pas le pays dont nous voulons », précise Elisa Davoglio. « Pour y parvenir », dit-elle encore, « nous avons décidé de prendre les devants et d'éviter toute instrumentalisation de notre message, en le faisant circuler sur nos réseaux via Facebook et en créant un blog d'où lancer un débat qui ne soit pas soumis aux médias traditionnels. Nous avons demandé à tous de laisser chez eux les symboles politiques ou d'appartenance à un groupe quelconque, et nous avons choisi de diffuser nous-mêmes, avec des mots clairs et simples, un appel accompagné

♣ Scène de la manifestation « *Se non ora quando?* ». Piazza del Popolo, Rome, Italie, le 13 février 2011.

© Grazia Basile, Rome

d'un vade-mecum, pour éviter que les médias traditionnels ne s'approprient, d'une manière ou d'une autre, notre mobilisation. »

Quelles seront les prochaines étapes, et les prochains problèmes que le mouvement décidera d'affronter ? La question reste ouverte. « Les objectifs importants ne manquent pas », fait remarquer Francesca Izzo, « mais il s'agit de savoir comment nous voulons les atteindre. La démocratie, au fond, c'est ça, une tension constante entre objectifs et moyens. La question des droits des femmes est au centre de la crise profonde de la représentation démocratique. La tâche colossale qui nous attend consiste à réorganiser la démocratie, un objectif qui exige détermination et patience ». Il s'agit avant tout de créer des structures, insuffisantes à l'heure actuelle, permettant aux femmes de se réaliser à la fois sur le plan professionnel et sur le plan personnel. Les femmes du mouvement « *Se non ora quando?* » veulent se réapproprier le 8 mars, Journée internationale de la femme, qui a fini par se vider de son sens, en Italie. Et Elisa Davoglio de conclure : « Il ne s'agit pas seulement de célébrer un jour durant le fait d'être une femme, de recevoir des fleurs, voire d'aller au restaurant. Le 8 mars parle de droits, de travail, d'émancipation. » ■

Tenir tête à la tyrannie

Se taire, c'est se faire complice, déclare Mónica González Mújica, lauréate du Prix mondial de la liberté de la presse UNESCO/Guillermo Cano 2010. Cette femme qui a subi les pires sévices durant la dictature au Chili n'a jamais renoncé à sa liberté de parole. Pour elle, par-delà la barrière du genre, l'important est de dénoncer les injustices.

MÓNICA GONZÁLEZ MUJICA
répond aux questions de Carolina Jerez et Lucía Iglesias (UNESCO)

Y a-t-il une façon féminine de faire du journalisme ? Quels ont été vos atouts et les obstacles que vous avez dû surmonter en tant que femme au cours de votre carrière ?

Parlons d'abord des avantages d'être femme, car il y en a. Nous avons une sensibilité à nous, qui est de mon point de vue très utile lorsqu'on fait un journalisme d'investigation : une plus grande facilité à percevoir qui dit la vérité, qui ment, qui se dissimule sous une carapace, un masque ou un déguisement. J'ai aussi l'impression que lorsque nous, femmes, nous lançons dans une entreprise, nous sommes plus tenaces, et ne lâchons prise que lorsque notre tâche est achevée. Nous avons la tête dure ! Et cela, je le dis sans être féministe.

Il y a bien sûr des obstacles, notamment lorsque les tortionnaires, les bourreaux, s'en prennent à nous sexuellement pour nous annihiler. J'ai découvert sous la dictature que le viol vise avant tout à nous casser. Personne ne peut éprouver du plaisir à violer une femme. Le plaisir consiste à humilier cette femme et à la déposséder de son identité. Mais dans mon cas, au contraire, cela m'a rendue plus forte.

Quels ont été les moments les plus importants de votre vie professionnelle ?

Le plus important pour moi, c'est d'avoir su passer de la dictature à la démocratie sans renoncer au journalisme. Pendant la dictature, je n'y ai renoncé ni en prison, ni sous la torture, ni quand mes amis ont été tués, ni quand j'ai dû me séparer de mes filles, ni quand je me suis sentie submergée par la douleur de tous ces compatriotes. Et lorsque la démocratie est arrivée, j'ai senti qu'il y avait tant à construire ! Mon mérite, c'est de ne pas avoir abandonné le journalisme et de m'être réinventée chaque fois que je me suis retrouvée au chômage. Beaucoup

de gens m'ont aidée : je ne suis pas une *superwoman* ! J'ai eu la chance de rencontrer des gens qui m'ont soutenue et m'ont encouragée à persévérer quand j'étais le plus terrorisée. De plus, dans ce métier, on est mis à l'épreuve tous les jours, et j'espère bien qu'il en sera ainsi jusqu'à ma mort.

Où en est aujourd'hui le journalisme d'investigation ?

C'est sans aucun doute le journalisme le plus en crise de par le monde. L'investigation a été la première victime de la crise économique de 2008. Ce sont les journalistes les plus coûteux qui ont été licenciés les premiers, et ce sont ceux-là mêmes qui faisaient un travail d'enquête en profondeur. Comme les services d'investigation constituent souvent une source de problèmes et de conflits, la crise a fourni aux médias une formidable excuse pour les fermer !

📍 La place d'Italie à Santiago du Chili, le 10 décembre 2006, date de la mort du général Pinochet.
© Eduardo Aguayo, Santiago



Ils sont pourtant les mieux placés pour approfondir les vrais sujets brûlants, qui peuvent jouer un rôle déterminant dans la vie des citoyens.

Je dois quand même souligner que sur le plan de la qualité, le journalisme d'investigation en Amérique latine n'a rien à envier au journalisme anglo-saxon. Et pas seulement aujourd'hui, puisque nous l'avons exercé sous les dictatures. Au Chili, par exemple, les journalistes ont pris des risques impressionnants pour dénoncer les crimes du régime de Pinochet. Un journaliste doit dénoncer les irrégularités et les horreurs, sinon il s'en fait complice. Et c'est vrai que le journalisme d'investigation implique toujours une grande part de sacrifice personnel. Il faut aussi y aller de sa poche, parce que, soyons honnêtes, aucun média n'est disposé à payer un journaliste pendant de longs mois pour qu'il puisse faire tranquillement son enquête.

Actuellement, le journalisme d'investigation en Amérique latine fait face à un problème de taille : les cartels de narcotrafiquants, qui sont en train de ronger notre société. Leur objectif final est de nous priver d'espaces de plaisir, de bonheur et de vie. C'est pour cela qu'il est si important de s'y attaquer, et donc de garantir aux journalistes la possibilité d'enquêter et d'informer, contrairement à la pratique actuelle dans la plupart des pays de la région.

Quel regard portez-vous sur le paysage médiatique de l'Amérique latine ?

Deux dangers menacent de plus en plus – et de plus en plus vite – le droit à l'information. Le premier, c'est l'impressionnante concentration de la propriété des médias. Les groupes qui mettent la main sur les médias, rachetant à la fois des chaînes de télévision, des stations de radio et des journaux, ont en même temps des intérêts dans d'autres secteurs comme l'agriculture, l'industrie minière, les services, l'immobilier, etc. Or, un média ne peut pas traiter avec objectivité des entreprises dans lesquelles son propriétaire possède des parts. C'est extrêmement grave. Les journalistes sont en train de perdre leur autonomie, leur dignité et leurs qualités, ils deviennent de simples prête-noms.

Le second danger vient des gouvernements autoritaires qui, bien qu'ils soient arrivés démocratiquement



📍 Mexico : journalistes protestant contre les attaques et les enlèvements dont ils sont victimes.
© Raul Urbina, Mexico

au pouvoir, font des journalistes leurs ennemis et les soumettent à des menaces permanentes. Là encore, il n'y a malheureusement pas d'opposition capable de défendre la liberté d'information comme il le faudrait. Parce que jouir de la liberté d'information, ce n'est pas être partisan du gouvernement ou de l'opposition, c'est faire du journalisme de qualité. Tout comme il est inadmissible que les cartels du crime organisé partent en guerre contre les journalistes, il est inacceptable que des gouvernements démocratiquement élus se livrent à des pratiques autoritaires.

Tout cela pour dire que le paysage médiatique latino-américain est, en toute objectivité, décourageant. La précarité du journalisme affecte profondément la société. C'est toute la démocratie qui est mise à mal quand le citoyen est mal informé, car il devient facilement la proie des tyrans. Nous, qui avons subi des dictatures et qui n'avons recouvré la liberté qu'au prix de très nombreuses pertes en vies humaines, nous pensons qu'on ne peut pas laisser la démocratie se fragiliser et être manipulée par des pouvoirs autoritaires. ■

Mónica González Mujica est probablement l'une des journalistes d'investigation chiliennes les plus tenaces et les plus engagées. Exilée en France après le coup d'État de 1973, elle retourne au Chili en 1978, mais ne pourra exercer de nouveau son métier qu'à partir de 1983. Elle dirige depuis mai 2007 le *Centro de Información e Investigación Periodística* (CIPER), institution indépendante et à but non lucratif, spécialisée dans le journalisme d'investigation.

📍 Mónica González Mújica intervenant au colloque international sur la liberté d'expression, qui s'est tenu à l'UNESCO le 26 janvier 2011.
© UNESCO/Danica Bijeljic



Sima et Storey, deux journalistes de Radio Sahar, se préparent pour une émission, tôt le matin, à Hérat, au nord-ouest de l'Afghanistan.
© www.valentinamonti.com



Patience, on y arrivera

HUMAIRA HABIB

L'Afghanistan compte aujourd'hui environ 300 femmes journalistes, pour une population de 25 millions d'habitants. Après une traversée du désert dans les années 1990, le nouveau millénaire leur a entrouvert les portes d'une liberté d'expression qui commence à s'affirmer. L'insécurité, le poids de la tradition et d'autres obstacles majeurs doivent encore être surmontés, mais à entendre Humaira Habib, la marche des journalistes afghanes sera longue, certes, mais elle reste déterminée.

« J'ai l'intention de conserver toutes les invitations à des conférences de presse que j'ai reçues pour les montrer plus tard à mes filles et à mes petits-enfants. Je pense qu'ils seront fiers de moi », m'avait dit un jour Zakia Zaki, journaliste et directrice de la radio *La voix de la paix* située dans la province de Parwan, dans le centre de l'Afghanistan. Nous étions à une conférence de presse à Kaboul, la capitale. Je la trouvais nerveuse. Depuis quelques jours, elle recevait des menaces anonymes. Deux semaines plus tard, elle était abattue à son domicile par des hommes armés. C'était en juin 2007.

L'Afghanistan, qui se relève de trois décennies de guerre et de destructions, se trouve dans une phase de transition. Dans ce pays affecté par la pauvreté et les migrations forcées, qui fait l'objet de manœuvres politiques tant au niveau national qu'international, on assiste actuellement à un développement sans précédent de la presse, dans une société semi-démocratique où fleurit la liberté d'expression. Ces médias, qui ne jouissent d'aucune tradition historique, sont apparus soudainement, dans le sillage de la propagande politique et commerciale. Selon Adela Kabiri, journaliste et professeure de journalisme à l'Université d'Hérat, les femmes autrefois n'avaient pas leur place dans le monde du journalisme en Afghanistan. Cette jeune discipline, qui s'est établie

dans le pays en même temps que la Constitution, a pendant longtemps été dominée exclusivement par les hommes. Et c'est au moment même où les femmes commençaient à participer à son essor, en particulier dans la région centrale autour de Kaboul, que la domination des talibans a gagné du terrain, ce qui explique pourquoi les femmes afghanes ne bénéficient que d'une faible expérience dans ce domaine.

Si dans les années 1980, une poignée de femmes, parmi lesquelles Zakia Kohzad, ont montré que les Afghanes pouvaient elles aussi apporter leur contribution au journalisme, dans les années 1990, sous le régime autoritaire des talibans, elles ont quasiment déserté ce secteur. Quelques

unes ont néanmoins réussi à rester actives à cette époque, comme Belqais Maqiz et Fatana Ishaq Gailani, fondatrices à Peshawar, au Pakistan, des revues *Zan-e Afghani* (La femme afghane) et *Rozaneh* (L'Espoir).

Le développement rapide et généralisé des médias et le soutien à la liberté d'expression constituent l'un des principaux acquis de l'ère post-talibans, initiée en 2001. Actuellement, le pays peut se vanter de compter une dizaine de stations de radio et de chaînes de télévision, quelques centaines de revues et de journaux ainsi que de nombreuses agences de presse et imprimeries.

Les femmes ont joué un rôle actif sur la scène médiatique et sociale au cours des dix dernières années, atteignant un

📍 *Tribunal de Hérat. Une femme demandant le divorce répond aux questions Farawia, journaliste à Radio Sahar.*
© www.valentinamonti.com





📻 Dans un village, non loin de Hérat, une femme travaille en écoutant la radio.
© www.valentinamonti.com

niveau de participation sans précédent dans l'histoire du pays. L'Afghanistan compte aujourd'hui plus de trois cents femmes journalistes et directrices de publication. Une dizaine de stations de radio ont été créées par des femmes et plusieurs provinces, notamment Hérat et Bamyan, hébergent des centres et des fondations destinés aux femmes journalistes.

Bien que de nombreuses restrictions sociales et politiques demeurent, beaucoup continuent d'exercer leur métier de journalistes. Cependant, Najida Ayoubi, écrivaine et poétesse de renom, à la tête du groupe médiatique *Kilid*, affirme que les journalistes afghanes n'ont pas de quoi être satisfaites car, vu le nombre de femmes vivant en Afghanistan, le pourcentage de celles qui jouent un rôle dans la presse reste dérisoire.

Selon Najida Ayoubi, les Afghanes rencontrent de nombreuses difficultés dans le milieu du journalisme et des mesures devraient être prises pour augmenter leur participation dans ce domaine. Elle estime que c'est aux instituts de formation et aux centres d'enseignement du journalisme de leur donner davantage de possibilités d'accès à la profession. La faible proportion de femmes présentes dans les médias est à mettre sur le compte du déficit d'éducation et d'alphabétisation dont elles ont souffert au cours des trois décennies de guerre qui ont ravagé l'Afghanistan. Face à cette situation, seules des mesures de discrimination positive appliquées au sein des médias pourraient faire la différence. Najida Ayoubi estime que les Afghanes ont moins de chances d'obtenir un emploi de journaliste que leurs compatriotes masculins et ont aussi moins de responsabilités dans le secteur médiatique, domaine largement façonné par les hommes. En un mot, il est grand

temps d'ouvrir les yeux des représentants et des professionnels des médias afghans sur la question de l'égalité des sexes.

Comme tous les autres secteurs d'activité, le journalisme représente un véritable défi pour les Afghanes. Les femmes exerçant la profession de journaliste sont confrontées aux stéréotypes de la société traditionnelle afghane, aux discriminations sociales et aux pressions familiales. Le métier de journaliste étant très prenant, on juge parfois qu'il empêche les femmes de remplir leur rôle de mères et d'épouses.

Selon Farida Nekzad, lauréate afghane en 2007 du prix de l'Association canadienne des journalistes pour la liberté d'expression, nombre de diplômées afghanes renoncent à une carrière de journaliste en raison de restrictions familiales, lui préférant les professions de l'enseignement. De plus, les journalistes afghanes souffrent d'un manque de relations sociales (considérées comme déplacées pour une femme) et du préjugé selon lequel leurs actes valent moins que ceux des hommes.

Mais le plus lourd obstacle à leur progression dans la profession est l'insécurité. Au cours des dix dernières années, de nombreuses journalistes afghanes ont perdu la vie parce qu'elles exerçaient ce métier. Outre Zakia Zaki, citons Shaima Rezai et Shakiba Sanga Amaj. D'autres, comme Farida Nekzad et Najia Khodayar, ont quant à elles plié devant la gravité des menaces et déserté la profession.

Manizha Naderi, responsable d'une ONG de promotion des femmes afghanes, voit dans ces menaces et ces attaques le reflet de la violence militaire qui règne dans le pays. Elle pense que les femmes en général et les femmes journalistes en particulier sont agressées du fait de leurs atouts. Selon elle, les auteurs de ces actes de violence

cherchent à minimiser la position des femmes dans la société.

D'après Fawzia Fakhri, fondatrice du Centre pour les femmes journalistes d'Hérat, pour que les Afghanes gagnent en puissance dans le milieu du journalisme, il faudrait renforcer leur participation aux conférences internationales et valoriser leur travail au niveau national. Il est selon elle primordial, pour l'avenir des femmes journalistes qu'elles soient plus nombreuses à intégrer la profession, et pour cela, il faut leur offrir de meilleures conditions et faciliter leur accès aux différents métiers du journalisme.

En Afghanistan, société encore à mi-chemin entre tradition et modernité, on assiste à une croissance rapide et sans précédent de tous les secteurs, avec l'afflux massif d'importations étrangères. Aussi les journalistes afghanes sont-elles prêtes à attendre patiemment l'avènement d'un avenir meilleur, convaincues que leur sécurité reviendra si on en donne le temps.

Elles appellent la communauté internationale à les aider à remédier à leurs problèmes et aux autres difficultés auxquelles elles sont confrontées. Ce soutien international constitue à leurs yeux une étape essentielle pour le développement futur de leurs activités, en écartant les menaces dont elles font l'objet et en évitant que d'autres femmes journalistes ne subissent le même sort que Zakia Zaki. ■



© www.valentinamonti.com

Humaira Habib, journaliste afghane, est directrice de la station de radio communautaire pour les femmes *Radio Sahar* à Hérat, dans le nord-ouest de l'Afghanistan.

Les photos illustrant cet article sont tirées de « Girls on the Air », un film documentaire de Valentina Monti.



Une lente conquête du marché du travail

FERIEL LALAMI

Le travail décent étant au cœur de la célébration de la Journée internationale de la femme en 2011, *Le Courrier de l'UNESCO* a décidé de se pencher le cas de l'Algérie, qui a connu une expansion rapide du travail féminin depuis les années 1990. Aujourd'hui, les Algériennes affrontent le marché du travail armées de diplômes, mais quand ce n'est pas la précarité, c'est le plafond de verre qui demeure leur lot commun.

« Je m'appelle Hassiba. J'ai 38 ans. Mariée, trois enfants. J'exerce le métier d'agent technique dans une entreprise privée. Pour me rendre à mon travail, je dois prendre deux bus au moins une heure et demi avant l'heure d'ouverture des bureaux pour être sûre d'être à l'heure. Il ne s'agit pas de risquer un renvoi. C'est si difficile de trouver du travail de nos jours. Il n'est pas question de se priver de mon salaire : notre famille n'y arriverait pas avec le salaire de mon mari seulement. Ma mère admet difficilement que je travaille : de son temps, les femmes ne travaillaient qu'à la maison ».

Le témoignage de cette jeune Algérienne de la commune de Aïn Naaja à Alger, que j'ai recueilli en novembre 2010 dans le cadre d'une recherche sur les modifications des configurations familiales, montre que malgré les obstacles, les femmes en Algérie s'inscrivent durablement dans le marché de l'emploi. Une tendance qui s'est confirmée lentement mais sûrement au cours des trois dernières décennies, bien qu'elle n'ait pas encore produit des résultats très probants. En effet, avec seulement 15 % de femmes sur la totalité de la population active (pourcentage resté inchangé entre 2007 et 2010), l'Algérie est loin derrière ses voisines, la Tunisie et le Maroc, qui en comptent

respectivement 25 % et 28 %.

Il n'en reste pas moins que le taux d'activité des femmes a progressé de 10 % entre les années 1980 et le début des années 2000. Pourquoi ? Avant tout à cause de ce triste épisode de l'histoire que d'aucuns appellent « la tragédie algérienne des années 1990 » ou « la deuxième guerre d'Algérie ». De plus, l'adieu au contrôle des prix exercé par l'État, les coupes dans les dépenses publiques et la hausse du chômage qui ont suivi ont précipité les familles dans la pauvreté. Les femmes se sont mises à chercher du travail, sans que les familles n'osent jeter sur leurs épaules le lourd poids de la tradition : il fallait bien manger.

À cela, il faut ajouter une autre spécificité algérienne : les femmes qui travaillent sont plus qualifiées que les hommes. Ainsi, plus de la moitié des femmes actives, en 2003, possédaient au moins un diplôme d'études secondaires, contre un cinquième des hommes seulement. Cela est dû essentiellement à la politique volontariste de démocratisation de l'enseignement développée par l'État qui, dès la fin de la période coloniale, s'est traduite par une progression rapide du taux de scolarisation féminine. Si bien qu'en 2010, les filles représentaient 57 % de la population étudiante.

Autre constat : jusque dans les années 1990, la majorité des femmes actives

avaient entre 19 et 24 ans, et elles étaient célibataires. Dans la plupart des cas, le mariage ou la naissance d'un enfant mettait fin à leur carrière. Aujourd'hui le nombre de femmes mariées a considérablement augmenté et elles sont presque aussi nombreuses à travailler (18 %) que les célibataires (20 %).

Mais ces statistiques ne disent pas tout. Il y a aussi le large éventail des métiers. Bien que leurs secteurs de prédilection demeurent l'enseignement, la santé et l'administration, les femmes investissent désormais d'autres domaines d'activité, comme le journalisme. Actuellement, 60 % des professionnels des médias sont des femmes.

Plafond de verre et travail précaire

Ces métiers permettent aussi aux femmes d'acquérir une plus grande visibilité sur la scène publique. Néanmoins, on ne peut ignorer le fait que, dans l'évolution de leur carrière, y compris dans les métiers « féminisés », les femmes se heurtent au plafond de verre : la responsabilité de haut niveau reste une affaire d'hommes. Alors que dans l'éducation nationale, les femmes constituent la moitié du personnel, elles n'étaient en 2005 que 9,15 % aux postes de proviseur et 5,6 % à ceux d'inspecteur de l'éducation de base.

De surcroît, le chômage frappe les femmes plus durement que les hommes : respectivement 19,1 % contre 8,1 % en 2010, selon l'Office national des

📍 Algériennes suivant une formation de professeurs d'anglais financée par le Département d'État des États-Unis. © Ruth Petzold, Alexandria

statistiques (ONS). Pire encore, parmi les plus qualifiés, les femmes au chômage sont trois fois plus nombreuses que les hommes : 33,6 % contre 11,1 %. Face à la saturation du marché de l'emploi, les femmes choisissent souvent de créer leur propre entreprise dans le commerce, les services ou l'artisanat. Selon le Centre national du registre du commerce (CNRC), entre 2006 et 2007, le nombre de commerçantes a augmenté de 4 %. Bien qu'il s'agisse le plus souvent de micro entreprises, la proportion de femmes dans la catégorie des employeurs est ainsi passée de 3 à 6 %. Fait nouveau, un nombre croissant de femmes exercent comme agents immobiliers, agents touristiques ou responsables d'exploitation agricole.

L'augmentation régulière du nombre de femmes exerçant une activité rémunérée a entraîné la création d'emplois informels comme la garde d'enfants ou la cuisine à domicile. Généralement réservée aux femmes, cette économie informelle s'étend aussi au petit commerce et au secteur privé. Autant d'emplois mal payés et précaires qui ne fournissent pas de couverture sociale.

Il est certain que l'accès au travail féminin entraîne de nouvelles configurations familiales grâce auxquelles les femmes gagnent en autonomie. Le modèle de « l'homme pourvoyeur de revenus » tombe lentement en désuétude. Mais si, par le passé, les femmes devaient lutter contre la culture patriarcale pour exercer une activité rémunérée, aujourd'hui, elles se heurtent à un obstacle tout aussi difficile à surmonter : l'extrême rareté des emplois. ■



Politologue algérienne, **Ferial Lalami** est chargée de cours à l'Université de Poitiers (France).

© A-M Tournèze, Paris

Égalité des genres

un bien public mondial

SANIYE GÜLSER CORAT et ESTELLE RAIMONDO

Au même titre que d'autres biens publics mondiaux, l'égalité des genres présente des avantages collectifs à long terme auxquels s'opposent des intérêts particuliers à court terme. L'ONU Femmes, nouvelle entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, est appelée à surmonter les principaux obstacles à un investissement adéquat dans les filles et les femmes.

Dans un contexte de ralentissement économique mondial, combiné aux crises des denrées alimentaires, de l'énergie et de l'environnement, la réflexion sur les biens communs et la quête de réponses globales reviennent sur le devant de la scène. Et pourtant, l'égalité des genres demeure la grande absente de la liste des biens publics mondiaux (BPM)¹, bien qu'il soit impossible de parvenir à une croissance économique durable, à une gouvernance responsable et à la paix dans le monde si la moitié de la population du globe – les femmes – continue d'être exclue de la définition de l'agenda mondial et des prises de décision.

Investir dans les filles et les femmes est d'autant plus important en un temps de contraintes budgétaires, où seuls les investissements à haut rendement et fort effet multiplicateur sont inscrits à l'ordre du jour des pays donateurs. L'heure est venue de changer de perspective dans le financement du développement ou de l'aide internationale aux pays pauvres. L'altruisme et la géopolitique doivent

céder la place à l'utilité pour tous. Au lieu de considérer les filles et les femmes comme de simples victimes d'une marginalisation, il faut les voir comme des acteurs et des agents cruciaux du changement, susceptibles d'apporter beaucoup à la productivité des économies nationale, régionale et mondiale.

On le sait : les femmes dépensent en moyenne 90 % de leurs revenus dans l'éducation, la santé et l'alimentation de leurs familles et communautés, et les hommes seulement 40 %. Des données récentes montrent que l'augmentation du nombre de femmes aux postes de direction a un effet positif sur la performance des entreprises et sur le degré de confiance que les actionnaires leur accordent, de même que le simple fait d'employer une main d'œuvre féminine a un impact positif sur la productivité, au niveau macro-économique.

Atteindre l'égalité des genres dans la sphère politique, et donc associer les femmes aux structures politiques et aux processus décisionnaires aux côtés des hommes, produit également de puissants effets d'entraînement. Au niveau local, par exemple, les quotas de femmes instaurés dans les *panchayats* (gouvernements locaux) indiens montrent que les dirigeantes sont plus efficaces dans la

1. Les biens publics mondiaux peuvent être définis comme des enjeux importants pour la communauté internationale qui ne peuvent être gérés de manière satisfaisante que par une action collective à l'échelle mondiale, comme l'environnement ou les droits de l'homme.

distribution des biens publics – l'eau, par exemple – que leurs homologues masculins.

Le Rwanda offre également un bon exemple. La réforme constitutionnelle impose un minimum de 30 % de représentation féminine au parlement. Les femmes parlementaires ont réussi à placer la santé et l'éducation au premier rang des priorités nationales. Le taux de croissance rapide du pays est aussi intrinsèquement lié à la participation active de la main d'œuvre féminine (80 %) et au talent des femmes chefs d'entreprise : 42 % des entreprises du secteur formel et 58 % des entreprises du secteur non formel sont dirigées par des femmes.

Le Rwanda fait aussi partie des rares pays, aux côtés du Libéria et du Guatemala, où les femmes ont participé à part égale aux processus formels de consolidation de la paix et où les négociations se sont avérées plus constructives qu'ailleurs.

Définir l'égalité des genres comme un BPM s'impose encore davantage lorsqu'on se place dans l'optique des Objectifs du Millénaire pour le développement. Il est clair que l'égalité des sexes est la condition *sine qua non* pour parvenir à la parité dans l'éducation, réduire la mortalité infantile, améliorer la santé maternelle et réduire la pauvreté et la faim, dans la mesure où la majorité des pauvres sont des femmes. Quant à la préservation de l'environnement, comment serait-elle atteinte sans les femmes, auxquelles on doit, majoritairement, la préservation de la biodiversité ? Enfin, comment créer un partenariat mondial pour le développement si les voix des femmes sont quasiment inaudibles dans la formulation et la prise de décisions politiques ?

Que faire, alors, pour éviter que l'égalité des genres ne subisse le même sort que d'autres BPM en mal d'investissement ? Essentiellement, modifier les incitations à l'action, de manière à surmonter ces trois grands obstacles : le manque de coordination entre acteurs ; le problème du passager clandestin (laisser les autres se battre pour un bien dont on va profiter soi-même) ; le court-termisme politique lié au problème du choix public (dans la mesure où l'égalité des sexes n'est pas une priorité pour les plateformes électorales).



➤ L'augmentation du nombre de femmes aux postes de direction a un effet positif sur la performance des entreprises.
© Den_Bar pixburger.com 2011

Sur tous ces plans, le système des Nations Unies présente un réel avantage comparatif. Il est en mesure de surmonter l'obstacle du manque de coordination, car il sert de plateforme aux États membres pour se réunir et s'attaquer aux problèmes mondiaux. Il peut régler le problème du passager clandestin, en tenant les institutions internationales et les gouvernements responsables de leurs engagements, tels que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) ou la Déclaration et le Programme d'action de Beijing². Enfin, il est capable de surmonter l'obstacle du court-termisme en mettant la pression sur les États membres pour qu'ils honorent leurs obligations dans les délais prévus.

La nouvelle entité de l'ONU pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes) est appelée à jouer ce rôle crucial, à condition d'avoir la vision et le leadership stratégique, de fixer un agenda et un programme d'action avaisés par les principales parties prenantes et d'être dotée des ressources financières et humaines nécessaires pour remplir ses fonctions. ■

2. La Déclaration et le Programme d'action de Beijing sont issus de la Quatrième conférence mondiale sur les femmes qui s'est tenue en septembre 1995.

Diplômée de l'Université du Bosphore (Istanbul, Turquie), **Saniye Gülser Corat** (à gauche) est aussi docteur en sciences politiques de l'Université Carleton (Canada) où elle a travaillé comme professeure, avant de prendre la tête de la Division de l'égalité des genres de l'UNESCO.

Estelle Raimondo est titulaire d'un master en économie du développement (Columbia University, États-Unis) et en affaires internationales (Sciences Po, France). Elle est actuellement spécialiste associée au Service d'évaluation et d'audit de l'UNESCO.



© UNESCO/Daniča Bileljac

La femme est l'avenir de Davos

Le Forum économique mondial a réuni en janvier dernier, à Davos (Suisse), quelque 35 chefs d'État et de gouvernement, ainsi que 2 500 décideurs, dont seulement 16 % de femmes. Néanmoins, la participation féminine a quasiment doublé depuis 2001 et, selon Ben Verwaayen, l'un des fondateurs du Forum, l'avenir de Davos en dépendrait.

KATRIN BENNHOLD, journaliste allemande à *International Herald Tribune*

L'homme de Davos est un animal singulier. Puissant, mondain et souvent très riche, il est généralement plus au fait des prix des marchés boursiers que de ceux des supermarchés. Il possède aussi tous les accessoires dignes de son rang : une villa sur la Côte d'Azur, un jet privé « à la demande » et son projet philanthropique favori.

La femme de Davos est également cosmopolite, riche et influente. Mais surtout, elle est rare.

Celles qui assistent à ce raout annuel de la super élite mondiale dans les Alpes se trouvent dans une situation un peu particulière : elles appartiennent à cette élite, mais y font figure de novices en position de minorité.

Les femmes ne représentent encore que 16 % des participants au Forum économique mondial. D'ailleurs, comme la plupart des dames emmitouflées dans leur manteau de fourrure qui se frayent un chemin dans la neige sont ici à titre d'épouses, il est facile de se méprendre sur celles qui ne le sont pas : « À un cocktail à Davos, on vous prend pour la femme de quelqu'un plutôt que pour une PDG », déplore la présidente de Manpower France, Françoise Gri, qui

figure depuis sept ans sur la liste des 50 femmes les plus puissantes du monde, établie par le magazine *Fortune*. C'est la deuxième fois qu'elle se rend à Davos.

« Cela ressemble toujours à un club de gentlemen blancs », poursuit-elle. « En tant que femme, on n'a pas l'impression d'en faire complètement partie. » Christine Lagarde, ministre française de l'Économie et habituée de Davos depuis plus de 10 ans, décrit quant à elle comment « la chimie de la domination masculine » y ébranle sa confiance : « Vous savez que vous êtes compétente, vous connaissez vos dossiers, mais d'une certaine manière vous vous sentez inhibée. »

Les femmes riches ne vivent pas dans une bulle

On a tendance à voir les riches et les puissants de ce monde comme une entité sans différence de sexe, opérant dans une bulle de privilèges sans limites, à des années-lumière de la vie quotidienne des classes moyennes de leurs pays respectifs – une distance que l'actuelle crise économique n'a fait qu'exacerber.

Or les femmes de l'élite, à la différence de leurs pairs masculins, ont des liens très forts avec leurs sœurs moins privilégiées. Comme le note Dominique Reiniche, à la tête de Coca-Cola Europe : « L'égalité entre les genres est une préoccupation qui traverse toutes les classes [...] Les femmes de

toutes les couches de la société partagent cette cause. »

On comprend pourquoi la philanthropie féminine, qui est en plein essor, vise souvent à améliorer le sort des femmes moins fortunées, explique Jacki Zehner, vice-présidente du *Women's Funding Network* et première femme trader à devenir partenaire de Goldman Sachs. Des artistes comme l'Américaine Angelina Jolie et la Britannique Annie Lennox – toutes deux nouvelles recrues à Davos – font la promotion des droits de la femme pour le compte des Nations Unies et d'autres organisations.

Il y a d'autres raisons qui font que les femmes courent sans doute moins de risques de s'enfermer dans une bulle dorée.

Une mère, aussi riche et prospère soit-elle, assume en général ses responsabilités vis-à-vis de ses enfants, au risque de freiner sa carrière ou d'altérer l'équilibre entre travail et vie de famille. Elle conserve ainsi le contact avec la société : avec les nounous, qui sont souvent des femmes de milieux moins favorisés (et peut-être d'origine étrangère), avec les enseignants, et avec les mères des amis de leurs enfants.

Les femmes sont souvent plus impliquées que les hommes dans les activités pratiques comme les courses ou les fêtes d'anniversaire des enfants « Il n'y a rien de tel que des adolescents pour vous garder en contact avec le

Cet article est reproduit avec l'aimable autorisation de *International Herald Tribune*. Il y est initialement paru en anglais sous le titre « Women Make Their Mark at Davos, Though Still a Distinct Minority » (Les femmes font leur entrée à Davos, mais restent très minoritaires), dans le supplément « The Female Factor », le 26 janvier 2011.



📍 Une participante au Forum économique mondial réuni en janvier 2011 à Davos.

© World Economic Forum/swiss-image.ch/Michael Wuertenberg

monde », observe Dominique Reiniche, qui en a élevé trois.

Les élites féminines sont aussi souvent moins imbues de leur position que les élites masculines, estime Christine Lagarde : « Pour toutes sortes de raisons historiques, culturelles et économiques, les femmes ont tendance à rester plus proches du monde réel », note la ministre, elle-même mère de deux garçons.

Et, elle ajoute : « Je ne connais pas beaucoup de mes pairs masculins qui iraient au supermarché faire leurs courses. Moi, je le fais ». Tout comme, dit-elle, Anne Lauvergeon, la présidente du géant du nucléaire Areva, la chancelière allemande Angela Merkel ou la femme d'affaire saoudienne Lubna Olayan.

Vivre coupé des réalités : c'est l'un des principaux reproches adressés aux

élites et aux institutions sélectes comme le Forum économique mondial.

La parité : un must

Si Davos veut continuer à jouer son rôle dans les décennies à venir, il devra accorder plus de place aux femmes non seulement sur la liste des participants, mais aussi sur celle des intervenants, souligne Zainab Salbi, fondatrice de l'ONG humanitaire *Women for Women International*, et l'une des *Young Leaders* du Forum économique mondial.

« Je connais beaucoup de femmes qui disent déjà qu'elles ne viendront plus à Davos », a-t-elle déclaré avant la réunion de cette année : « Le Forum a été un grand événement du 20^e siècle ; il doit maintenant prouver qu'il est à la hauteur du 21^e siècle. »

Ben Verwaayen, président d'Alcatel-Lucent et membre fondateur du Forum,

partage cet avis. Selon lui, « l'avenir de notre organisation repose sur l'égalité hommes-femmes : notre survie en dépend. »

Le sentiment d'urgence a certainement grandi ces dernières années, en particulier depuis qu'une femme d'affaires française, lasse, dit-on, de ne pas être invitée à Davos, a monté un « Forum des femmes » à Deauville (France).

Le pourcentage de participantes au Forum a presque doublé depuis 2001. Les sessions consacrées aux femmes, jadis reléguées dans la tranche horaire du petit-déjeuner et hors du site principal, se déroulent maintenant dans le Centre de conférences, aux heures de grande affluence. Il y a même des réceptions, des dîners et des cocktails dédiés aux réseaux de femmes.

Cette année, pour la première fois, les organisateurs du Forum se sont entendus avec les 100 principales entreprises partenaires sur un quota de 20 % de femmes. Soit elles envoyaient au moins une femme sur cinq délégués, soit elles renonçaient à en envoyer un cinquième. Le nombre de femmes a plus que doublé. Mais comme la mesure ne concerne que 500 sur les 2 500 participants, les progrès restent relatifs. Les organisateurs comptent en rester là.

« Dans la mesure où notre organisation puise ses membres parmi les mille entreprises les plus en vue dans le monde, elle reflète la répartition des postes en leur sein », constate Saadia Zahidi, à la tête du *Women Leaders and Gender Parity Program* du Forum.

Les femmes de Davos bénéficieront bientôt d'une alliée de choix : Nicole Schwab, la fille du fondateur du Forum économique mondial, s'apprête à décerner un certificat de parité hommes-femmes aux entreprises répondant à des critères (encore à définir) d'égalité des salaires, de représentation paritaire des femmes et de satisfactions des employées dans ces domaines.

« L'objectif est d'en faire un avantage concurrentiel pour les entreprises qui ont besoin d'attirer des personnels compétents et des investissements », précise Aniela Unguresan, associée de Nicole Schwab au sein du *Gender Equality Project*.

Reste à convaincre les élites de le ranger parmi les musts, à côté du yacht et du maître de yoga. ■



Femmes dans une plantation de la région de Kayanza, au Burundi.
© IUCN/Intu Boedhihartono

Semer les graines de l'avenir

Tandis qu'elle parle, la chevelure de Lorena Aguilar s'agite avec autant d'énergie qu'elle prononce chacun de ses mots et ponctue de la main chacune de ses phrases. Depuis plus de 25 ans, elle œuvre au développement de politiques publiques qui s'attaquent aux problèmes du changement climatique, en vue de générer de nouvelles connaissances sur des thèmes qui n'ont pas encore été abordés dans une perspective de parité entre les sexes.

LORENA AGUILAR répond aux questions d'ALFREDO TRUJILLO FERNÁNDEZ, journaliste espagnol

Pourquoi cette nécessité d'aborder le changement climatique sous l'angle du genre ? Qu'apportent les femmes, selon vous ?

Hommes et femmes ont un rapport différent aux ressources naturelles. Il faut donc s'appuyer sur leurs deux points de vue. Malheureusement, lorsqu'il s'agit de trouver des solutions, on fait pencher la balance. Les stratégies sont trop souvent mises en œuvre avec partialité, d'un seul point de vue : celui de l'homme. C'est aussi une question de défense des droits des femmes. N'oublions pas qu'elles représentent en général plus de la moitié de la

population des pays. Elles devraient donc participer aux prises de décision, ce qui n'a pas été le cas jusqu'à présent.

Les femmes sont d'ailleurs détentrices de savoirs cruciaux pour la lutte contre les effets du changement climatique. Un exemple : dans bien des pays et régions du monde, comme l'Asie, l'Afrique ou l'Amérique, les hommes ont opté pour la monoculture, tandis que les femmes continuaient de cultiver une grande variété de plantes dans leurs jardins et parcelles. En fonction du temps qu'elles prévoyaient pour l'année en cours, elles choisissaient tel ou tel type de semences. Cette

diversité constitue aujourd'hui une véritable mine pour les scientifiques soucieux de réintroduire des espèces qui ont disparu dans certains pays du fait des politiques agricoles.

Dans des pays comme Cuba, les femmes ont parfois conservé jusqu'à 250 variétés de haricot et 75 variétés de riz... Au Pérou, on compte jusqu'à 60 variétés de yucca. Et au Rwanda, jusqu'à 600 variétés de riz ! C'est en tout cas ce que nous dit l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Cette richesse dans la diversité des semences, et dans les savoirs

traditionnels qui s'y rattachent, est un formidable outil pour lutter contre le changement climatique. D'abord, parce que ce type de semences s'adapte mieux à la variabilité des conditions climatiques que nous connaissons aujourd'hui. Ensuite, parce que cette meilleure capacité d'adaptation va nous permettre de produire davantage et donc de répondre aux besoins alimentaires de la population mondiale.

Comment les femmes sont-elles affectées par le changement climatique ?

Les femmes sont plus vulnérables, surtout lors des catastrophes naturelles associées au changement climatique. Les chercheurs de la *London School of Economics* (LSE) se sont penchés sur 141 catastrophes à travers le monde, et ils se sont aperçus que dans les pays où les différences entre les sexes sont plus marquées, il meurt jusqu'à quatre fois plus de femmes que d'hommes ! Ce n'est pas dû à leur faiblesse, mais à leur manque de formation. Lorsqu'une femme qui n'a jamais été à l'école entend dire à la radio qu'il va y avoir des vents de 260 km/h, cela ne fait aucun sens pour elle. Elle ne possède pas les outils ni les connaissances suffisantes pour réagir à la menace.

Le même problème se pose dans certains pays musulmans, où les femmes, pour sortir de chez elles, doivent être accompagnées par une personne de sexe masculin. Au Bangladesh, en 1991, un cyclone a fait près de 150 000 victimes. Pas moins de 90 % étaient des femmes ! Elles n'ont bien souvent pas voulu quitter le domicile sans un homme, ou bien elles ne savaient pas nager.

L'étude constate aussi que dans les pays où les différences entre hommes et femmes sont moins grandes, une catastrophe naturelle fait à peu près autant de victimes chez les personnes des deux sexes. Notre travail à l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) consiste à insister sur le fait que les femmes sont des agents du changement, avec des savoirs et des connaissances spécifiques, et le droit de participer aux décisions et à la vie politique.

Que faites-vous pour encourager ce changement ?

D'emblée, nous présentons les choses autrement. Il en s'agit pas de proclamer

que les femmes sont plus sensibles ou meilleures, du simple fait qu'elles sont des femmes, ou que c'est dans notre nature d'embrasser les arbres. Le sentimentalisme ne mène à rien ! Notre discours est celui du développement, il est technique et scientifique, positif et préventif. C'est un discours des droits à résonance universelle. La Ligue arabe est ainsi devenue un de nos principaux alliés, à côté de pays comme la Finlande ou le Danemark.

Cette année, nous avons développé trois stratégies alliant sensibilité au genre et adaptation au changement climatique : au Mozambique, en Jordanie et en Amérique centrale. Notre action consiste essentiellement à nous rendre dans chacune de ces régions, à voir ce qui a été accompli en matière de lutte contre le changement climatique et, partant, à formuler des stratégies adaptées à chaque situation particulière. Ce n'est pas un modèle appliqué de façon uniforme. Nous tenons compte des spécificités régionales.

En Amérique centrale, par exemple, les sept pays de la région (Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Panama) ont développé une stratégie commune d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ses effets. Les femmes ont été consultées et leurs connaissances sollicitées. En intégrant leurs besoins à cette nouvelle stratégie, nous parvenons à incorporer le facteur genre dans les mesures d'atténuation qui seront mises en place.

Plus de 25 pays sont actuellement désireux de développer des actions similaires, ce qui va nous permettre de réduire les différences qui provoquent davantage de mortalité chez les femmes

Comment ces nouveaux projets sont-ils accueillis par les populations ?

Quelques tribus autochtones d'Amérique centrale ont participé activement, tant au développement des connaissances qu'au processus de renforcement des capacités. Leurs savoirs sont fondamentaux. Nous nous heurtons cependant à des réticences. Les populations craignent de voir se reproduire les erreurs du passé. Nous savons par exemple que 70 % des personnes les plus pauvres dans le monde sont des femmes, mais quand

on regarde qui bénéficie de la coopération dans les projets, on s'aperçoit que les ressources ne vont quasiment pas aux femmes. Pourtant nous savons que lorsqu'elles en bénéficient, 95 % les utilisent pour améliorer les conditions de vie du ménage, alors que chez les hommes, ce pourcentage ne dépasse pas 15 %. C'est pourquoi elles craignent aujourd'hui que ces projets ne s'adressent de nouveau aux hommes, comme cela s'est produit lors des programmes de compensations financières versées aux communautés rurales pour lutter contre la déforestation.

Précisément, y aura-t-il des réticences à surmonter à l'avenir ?

Très certainement, car les programmes de développement n'ont pour la plupart jamais tenu compte des inégalités entre les sexes, et c'est ce que nous voulons corriger. La Banque mondiale a évalué plus de 200 projets axés sur les ressources en eau et conclu que les plus efficaces ont toujours été ceux qui ont su promouvoir la parité entre les sexes. Ce que nous voulons, c'est attirer l'attention du monde sur cette réalité. Rappeler que c'est une bataille qui doit être gagnée et que nous nous battons pour cet objectif. ■

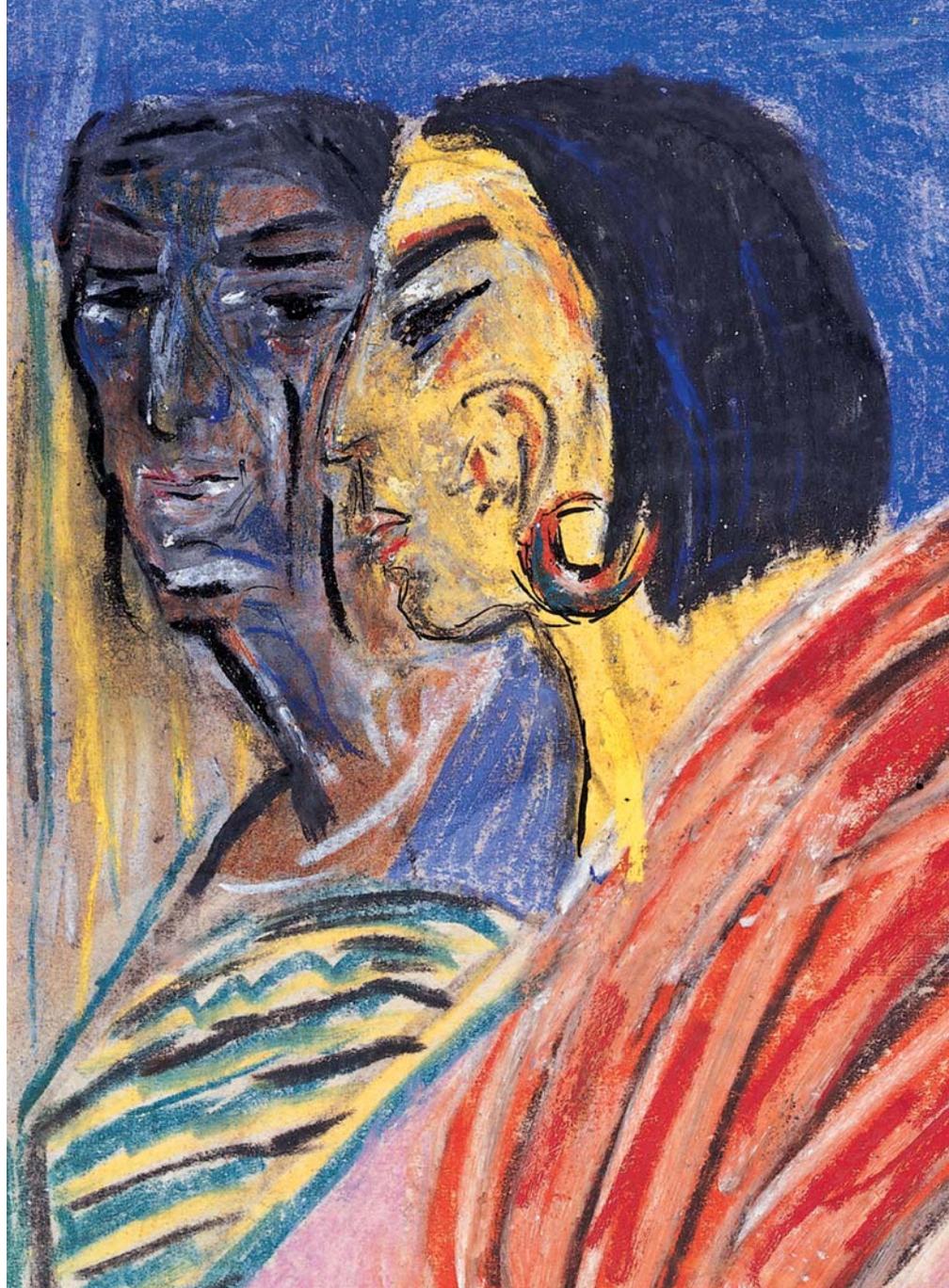
La Costaricaine **Lorena Aguilar** est la première femme d'Amérique latine à occuper le poste de Conseillère mondiale sur la parité des sexes à l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).



© Andrea Quesada-Aguilar

↳ Else Lasker-Schüler : « Der blaue Jaguar und Freytag », environ 1928.
© Galerie Michael Werner, Berlin, Köln and New York

Elle a quitté son pays natal, l'Argentine, en 1974, peu avant que la junte militaire ne s'empare du pouvoir, et elle a voyagé aux États-Unis, en Chine, au Japon, en Italie... avant d'élire domicile, sept ans plus tard, en France, à Paris. Durant toutes ces années, des dizaines de figures féminines ont comblé sa solitude. Luisa Futoransky leur rend aujourd'hui hommage.



Étoiles de ma galaxie personnelle

LUISA FUTORANSKY

« D'où tu parles ? » était la question la plus fréquemment posée par les féministes des années 1960 à ceux, connus ou inconnus, qui prenaient la parole dans les fougueux débats de l'époque. D'où te places-tu pour oser ainsi donner ton avis ?

Je vous parle, et il ne peut en être autrement, depuis un territoire – le mien

– qui, du point de vue de la relation entre l'espace et le temps, peut déjà se considérer comme ancien. Un territoire occupé de bout en bout par un imaginaire bâti sur ce trésor incommensurable que nous apportent les livres, mais aussi par la cartographie du réel, puisque la vie m'a conduite à me colleter à l'existence dans des pays qui

traversaient des moments cruciaux de leur histoire. Ainsi, la chance m'a permis de sortir indemne du continent latino-américain alors que s'y abattaient les pires dictatures. Et j'ai pu suivre de mes propres yeux pendant plusieurs années les changements vertigineux intervenus dans des pays d'Asie comme la Chine et le Japon.

Sur ce chemin, je dois le reconnaître, je n'ai jamais été seule. J'ai évolué dans une galaxie de figures féminines unies par un impératif commun : voir, dire et créer, envers et contre tout.

On a cru parfois que nous reculions, mais non, c'est qu'aux moments difficiles, nous avançons comme les crabes : de biais.

Au sortir de ma propre période romantique, où j'ai été presque exclusivement attirée par des artistes aux destins tristes et aux fins tragiques, comme Silvia Plath, Alejandra Pizarnik, Camille Claudel ou Charlotte Salomon, je me suis mise à chérir la lutte de combattantes obsédées – bien qu'elles n'aient pas eu en mains les meilleures cartes – comme Janet Frame, Else Lasker-Schüler, Tina Modotti ou Frida Kahlo, pour ne citer qu'elles. Sans oublier de grandes voyageuses comme Isabelle Eberhardt, Alexandra David-Neel, Freya Stark ou Ella Maillart.

En relisant ces lignes, je m'aperçois que dans mes rapprochements, j'ai privilégié ce que j'ai appelé mes « mal aimées ». Poussant les choses à l'extrême, le mythe fondateur de la mal aimée est Lilith, la première femme rebelle d'Adam, celle qu'on retrouve ici ou là sur un portique de cathédrale, revendiquée parfois par quelque superstition, par quelque œuvre littéraire. Je l'illustrerai par deux figures ambiguës et contradictoires qui, au terme de longues souffrances imposées par les vicissitudes du corps et les tragédies rocambolesques finirent par vivre une renaissance de type phénix, de type justicier, le plus souvent anachronique.

Deux femmes seulement, parmi les centaines auxquelles j'aurais voulu rendre hommage. Les limites de ce texte ne me permettent pas de parler ici de ces grandes dirigeantes que sont Golda Meir, Bandaranaike mère et fille, Indira et Sonia Gandhi, Benazir Bhutto, Angela Merkel, Evita, Michelle Bachelet ou Cristina Kirchner. Je ne pourrai pas non plus m'attarder, tout en continuant de les applaudir en mon for intérieur, sur la ténacité d'une Carla del Ponte, d'une Mary Robinson, ou la bravoure de Karla Michel Salas et son infatigable combat pour porter devant la Cour interaméricaine des droits de l'homme le cas brûlant des assassinées de Ciudad Juárez. Je ne pourrai pas évoquer plus



La poétesse allemande Else Lasker-Schüler, vers 1925. © Collection privée

longuement Waris Dirie, première femme à dénoncer publiquement l'excision, pratique essentiellement africaine, mais j'estime qu'il faut rappeler haut et fort son combat pour qu'un plus grand nombre de personnes s'en fassent l'écho. Cela fait d'ailleurs longtemps qu'il est réitéré par une centaine d'une énergie à faire des envieux, Rita Levi-Montalcini, surnommée « la dame du neurone ». Chaque jour, elle se rend au siège de sa fondation romaine pour y soutenir des programmes d'éducation destinés aux femmes africaines. Un astéroïde, découvert en 1981, porte son nom, ce qui est bien la moindre des choses.

La route de l'émancipation que les femmes ont empruntée depuis bientôt cent ans a été dure, et elle continue d'être jonchée d'ambiguïtés, de contradictions, de chausse-trappes et de perpétuels affrontements entre les forces de lumière et celles qui s'obstinent à nous reléguer au royaume des ténèbres. En témoignent les destins de ces deux

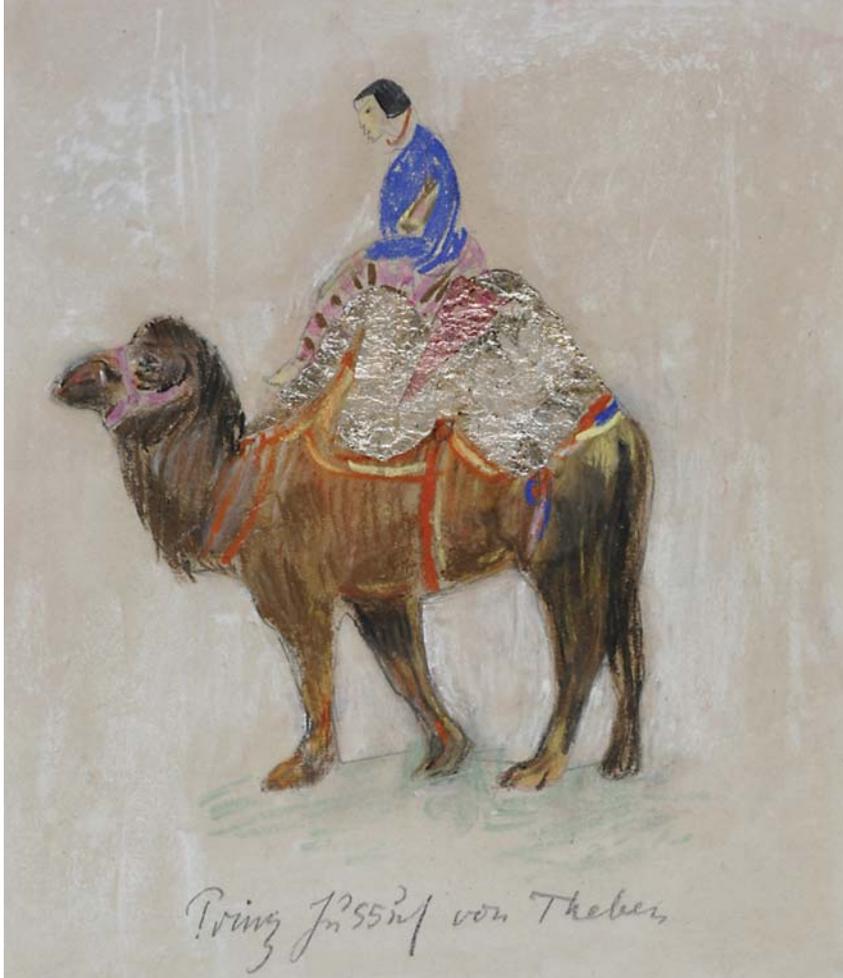
femmes de lettres, ces étoiles fulgurantes que j'aimerais arracher ici à l'oubli : Else Lasker-Schüler et Janet Frame.

Else Lasker-Schüler, étrangère dans ses pays

Cela fait des années que sa silhouette et ses lettres sont à mes côtés. Elle réunit des éléments aussi dissemblables que l'abandon et l'arrogance, la rébellion et la soumission. Et tant de dénuement, tant de misère. Mais surtout, Else est une voix intérieure, poursuivant jusqu'à ses ultimes conséquences la poésie, sa poésie. Un don et un destin. « Tout le monde aime mes poèmes, mais personne n'aime mon cœur », avait-elle coutume de dire, à la fois lucide et mordante.

Destin paradoxal que celui d'Else Lasker-Schüler : en son temps, les Allemands envoyèrent ses livres grossir la masse des condamnés au bûcher pour cause d'*Entartete Kunst* (art dégénéré). Et cela, peu de temps après lui avoir décerné le prix Kleist, la distinction suprême des lettres allemandes. En Israël, ils ne l'aimaient guère, autrement dit ils ne la lisaient pas, parce qu'elle écrivait dans la langue de l'ennemi, la langue anathématisée. Aujourd'hui ses « mauvaises patries », l'Allemagne, sa terre natale, et Israël, sa terre de

Les œuvres d'Else Lasker-Schüler qui illustrent cet article sont exposées du 21 janvier au 1^{er} mai 2011 à la gare de Hambourg – Musée pour le temps présent – Berlin. Cette exposition, organisée par le Musée juif de Francfort-sur-le-Main, en coopération avec la Galerie nationale et le Musée d'État de Berlin, est soutenue par la Société des amis de la Galerie nationale.



↻ Else Lasker-Schüler : « Le prince Youssouf de Thèbes », vers 1928, pastel et craies, encre de chine, crayon et aluminium sur papier, 26,7 x 21,6 cm.

© Jüdisches Museum Frankfurt am Main. Ursula Seitz-Gray.

sépulture, se la disputent, chacune prétendant qu'elle est sa poétesse nationale, la qualifiant, rien de moins, de « Muse de Berlin », d'« Étoile de Weimar ».

Jamais Else ne s'est contentée du monde tel qu'il est. Elle dut donc le transformer et se mit à en renommer à sa façon les circonstances. En commençant par elle-même. Elle fabula sur son âge, sur la profession de ses grands-parents, sur le nom de ses maris et amants. La Sulamite, le Prince de Thèbes, le Prince Youssouf, Tino de Bagdad. La réalité était plus aride, et souvent la douleur (la perte précoce d'un frère et de son fils unique), la terreur (l'ascension du nazisme) et la misère (l'écriture en lui permit jamais de subvenir à ses besoins) vinrent nicher dans les murs des sous-sols si humides et toujours précaires où elle vécut.

Un très vieux libraire de Jérusalem qui m'est cher se souvenait de l'avoir croisée dans l'unique café réservé alors aux insomniaques de la ville, *Attara* : bizarrement accoutrée, presque loqueteuse, toujours excentrique et sans un sou pour régler sa maigre consommation, elle extrayait de son sein devant lui des petits papiers dorés qu'elle remettait au serveur courroucé comme s'il s'agissait de pierreries ou de soleils.

Que fais-je ici ? C'est sous ce titre que l'éditeur Salman Shocken, réfugié aux États-Unis, a réuni la correspondance qu'il entretint avec la poétesse. Les récriminations contre la Jérusalem terrestre y sont amères : rigueur du climat, rudesse des habitants, pauvreté de la vie littéraire et culturelle en général.

Chez Else prime en matière de chagrin la nostalgie de l'expatrié. Son œuvre majeure, *Mon piano bleu*, est dédiée « À mes inoubliables amis et amies des villes d'Allemagne – et à ceux qui comme moi ont été chassés et sont maintenant dispersés de par le monde. Dans la fidélité ! »

Le jugement lent et tardif de la postérité vint la venger. Le 20 novembre 2003, dans son discours de réception du prix Nobel de littérature, Elfriede Jelinek lui rendit hommage : « Écolière, j'ai adoré la stature extravagante, exotique et bigarrée d'Else Lasker-Schüler. Je voulais à tout prix écrire des poèmes comme elle, et même si je n'en ai pas écrits, elle m'aura considérablement marquée ».

↻ Janet Frame, romancière et poétesse néo-zélandaise (1924-2004).

© Janet Frame Estate/Reg Graham; Janet Frame Literary Trust; www.janetframe.org.nz

Janet Frame, au bord de l'alphabet

Dans les années 1950, on traitait les dérangés mentaux aux électrochocs : Janet Frame en subit environ deux cents. Ils lui furent appliqués par des personnels acharnés, consciencieux ou indifférents, sans que cela ne modérât en rien sa passion de l'écriture.

La légende de sa vie se nourrit de littérature. En 1952, elle est sur le point d'être opérée à l'hôpital Seacliff d'Otago, en Nouvelle-Zélande. Diagnostic (erroné, comme on le saura plus tard) : schizophrénie. On propose une lobotomie pour lui rendre sa « normalité ». Mais c'est alors que, contre toute attente, surgit la bonne fée de la littérature : son premier recueil, *Lagoon* (Le lagon et autres nouvelles) reçoit le prix le plus prestigieux du pays.

Que le chirurgien Blake Palmer et la bureaucratie de l'hôpital d'Otago aient lu ce jour-là dans la presse qu'on venait de décerner le *Hubert Church Memorial Award* à l'internée Janet Frame relève du prodige.

Pour la situer dans l'espace et dans le temps : elle est née à Dunedin un 28 août 1924, et nous a quittés le 29 janvier 2004.

Un ange à ma table, le film que Jane Campion a tiré en 1990 de son autobiographie en trois volumes, a reçu le prix spécial du jury au Festival de Venise et l'a propulsée à l'admiration internationale. Réaction de l'intéressée : « Jusqu'au film de Jane Campion, on me connaissait comme l'écrivaine folle.



Maintenant, comme l'écrivaine folle et grosse ». Sa spécialité a été de tout passer au crible, sans craindre les égratignures. Elle n'a jamais cessé de penser à son amie Nola et à toutes celles qu'aucun prix littéraire n'était venu sauver de la lobotomie et qui furent irréversiblement changées en zombies silencieuses et dociles.

Janet Frame est l'écrivaine la plus pénétrante et la plus brillante qui se soit aventurée à explorer la folie, de l'intérieur. Dans ses œuvres, elle se définit comme « la sans domicile fixe du moi ».

Dans *Faces on the Water* (Visages noyés), elle note que la folie définitive ou la mort ne surviennent jamais quand on les recherche ou les convoque. Janet Frame installe sa voix dans un autre monde, celui des vaincus, sur l'envers même de la trame, derrière les grilles, les sédatifs et les camisoles de force : son témoignage est celui des corps, de la pensée enfermée dans cette prison qu'est l'asile.

Comme elle l'apprendra à ses dépens, il existe une hiérarchie chez les malades : il y a les « bons », les « toqués » et les réfractaires, ceux qui, comme elle, ne renoncent pas à penser. Pour ces derniers, c'est l'électrochoc, un piège qui se referme « sur les ténèbres de l'abîme ».

Il y avait cinq enfants dans la famille Frame : un garçon et quatre filles. Le père était ouvrier ferroviaire, la mère, bonne, un temps au service de la famille de l'écrivaine Katherine Mansfield.

Plusieurs tragédies marquèrent leur vie au fer rouge : à dix ans d'écart, deux des filles périrent noyées. Le fils était épileptique.

Enfant, elle fut rejetée pour son physique ingrat, et à l'adolescence, gaussée pour sa timidité excessive. Un professeur dont elle était éprise la convainquit, après une maladroite tentative de suicide, de se faire interner à l'asile. C'est ainsi qu'elle échoua pendant près de huit ans à l'hôpital psychiatrique, « une terre éternelle du présent, sans horizons ».

Deuxième intervention remarquable de la bonne fée des écrivains : à l'issue du cauchemar hospitalier, elle fait la connaissance de Frank Sargeson, mentor de la nouvelle portée d'écrivains néo-zélandais, qui alimente sa fringale de lecture et la persuade d'écrire à plein temps. Il l'installe à cette fin dans un

cabanon de sa propriété de Takapuna, au nord d'Auckland. Un an plus tard, elle a achevé son premier roman, *Owls do cry* (Les hiboux pleurent vraiment). Sargeson l'aide aussi à réunir les fonds nécessaires pour un séjour en Europe.

Londres, Paris, Barcelone, Ibiza, et de nouveau Londres où elle ne trouve pas de travail à cause de ses antécédents psychiatriques. De nouveau les stigmates, de nouveau elle demande d'elle-même qu'on l'interne, cette fois à l'hôpital de Maudsley. Troisième visite de la fée sous la forme du médecin Alan Miller qui récusé le diagnostic initial et la lave de toute schizophrénie. Il l'encourage à suivre une psychanalyse et à exorciser tout son parcours en mettant des mots sur ce qu'elle a vécu.

Comme l'exige la force magique du nombre, ayant écrit sept romans, elle rentre dans son pays sept ans plus tard. Ainsi va la vie.

À partir de là, c'est une succession de prix, de bourses, de résidences d'écrivains, de distinctions, de voyages et de doctorats *honoris causa*, mais aussi de controverses autour de son œuvre et de sa personne. Et de nominations périodiques pour un prix Nobel qui ne vint jamais.

« Au bord de l'alphabet tous les serpentins se brisent. Difficile de vivre de cette façon », écrit-elle. C'est si vrai. ■

Luisa Futoransky, née à Buenos Aires (Argentine) en 1939, porte plusieurs casquettes : elle est poétesse, romancière, traductrice, journaliste et essayiste. En français, elle a publié notamment *Chinois, chinoiseries, Partir, te dis-je, Julia, Textures et Cheveux, toisons et autres poils*. (Son site, en espagnol : www.luisafutoransky.com.ar)



© Tamara Pince

Michelle Bachelet, née en 1951, est Directrice exécutive de l'ONU Femmes depuis 2010. Elle a été présidente du Chili de 2006 à 2010.

Chandrika Bandaranaike, née en 1945, a été présidente du Sri Lanka de 1994 à 2005.

Sirimavo Bandaranaike (1916-2000), a été Premier ministre du Sri Lanka à trois reprises, entre 1960 et 2000.

Benazir Bhutto (1953-2007) a été à deux reprises Premier ministre du Pakistan.

Jane Campion, née en 1954, est réalisatrice et scénariste néo-zélandaise.

Camille Claudel (1864-1943), artiste plasticienne française.

Alexandra David-Neel (1868-1969), orientaliste franco-belge, était également chanteuse d'opéra, journaliste, écrivaine et exploratrice.

Carla Del Ponte, née en 1947, est magistrate. Ancienne procureure du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) et du Tribunal pénal pour le Rwanda (TPIR), elle est, depuis 2008, ambassadrice de Suisse en Argentine.

Waris Dirie, née en 1965 en Somalie, est Ambassadrice de bonne volonté du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP).

Isabelle Eberhardt (1877-1904), écrivaine suisse.

Janet Frame (1924-2004), romancière et poétesse néo-zélandaise.

Indira Gandhi (1917-1984) a été Premier ministre de l'Union indienne de 1966 à 1977, puis de 1980 à sa mort.

Sonia Gandhi, née en 1946 en Italie, entre sur la scène politique indienne en 1991, à la suite de l'assassinat de son mari, le Premier ministre Rajiv Gandhi.

Elfriede Jelinek, née en 1946, est lauréate autrichienne du prix Nobel de littérature 2004.

Frida Kahlo (1907-1954), artiste peintre mexicaine.

Cristina Kirchner, née en 1953, est présidente de l'Argentine depuis 2007

Else Lasker-Schüler (1969-1945) poétesse allemande.

Rita Levi-Montalcini, née en 1909, est lauréate italienne du prix Nobel de médecine 1986.

Ella Maillart (1903-1997), exploratrice, écrivaine et photographe suisse..

Katherine Mansfield (1888 -1923), romancière et poétesse néo-zélandaise.

Golda Meir (1898-1978), a été ministre des Affaires étrangères et Premier ministre d'Israël.

Angela Merkel, née en 1954, est chancelière fédérale allemande depuis 2005.

Karla Michel Salas, avocate mexicaine, est lauréate du prix des Droits de l'homme 2010, décerné par le Conseil européen des avocats.

Tina Modotti (1896-1942), photographe italienne.

Evita, alias Eva Perón (1919-1952) a été la première dame de l'Argentine, de 1946 à sa mort.

Alejandra Pizarnik (1936-1972), poétesse argentine.

Silvia Plath (1932-1963), poétesse américaine.

Mary Robinson, née en 1944, a été la première femme présidente de l'Irlande, de 1990 à 1997. Elle a ensuite assumé la fonction de Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, de 1997 à 2002.

Charlotte Salomon (1917-1943), artiste plasticienne et peintre allemande.

Freya Stark (1893-1993), écrivaine et exploratrice britannique.

Mère Teresa

la femme la plus puissante du monde

Elle a consacré sa vie au service des plus faibles, laissant en héritage une œuvre d'envergure internationale. Portrait, brossé par un hindou, d'une Albanaise catholique née sous l'Empire ottoman à Skopje¹, morte en Inde, à Calcutta, prix Nobel de la paix 1979, béatifiée en 2003 par le pape Jean-Paul II : Mère Teresa.

NAVIN CHAWLA

Mère Teresa, avec qui j'ai été en relation pendant 23 ans, était une personnalité aux multiples facettes, à la fois simple et complexe. Elle se dévouait entièrement à ceux qu'elle trouvait sur sa route – pauvres ou riches, handicapés, lépreux, indigents. Et dans le même temps, elle était à la tête d'une puissante congrégation religieuse, les Missionnaires de la Charité, implantée dans 123 pays à sa mort, survenue en 1997. Restaurants sociaux, écoles, soupes populaires, hospices, foyers, dispensaires pour enfants lépreux, orphelins ou abandonnés, centres de désintoxication et services de visite à domicile pour les malades et les personnes âgées, tout cela fait la force de son œuvre. Et tout cela a été construit méticuleusement et patiemment par les Sœurs et les Frères de son ordre.

J'ai écrit la biographie de Mère Teresa par accident. Cela faisait quelques années que je la connaissais et que je l'aidais dans ses activités à New Delhi. Un jour, elle m'a raconté quelque chose de

1. Capitale de l'Ancienne république yougoslave de Macédoine.



↳ Mère Teresa, entourée de Navin Chawla et sa famille. © Navin Chawla

très drôle, et nous avons ri tous les deux. C'est alors que j'ai réalisé qu'aucun des livres qui avaient été publiés sur cette femme ne relatait ce trait de sa personnalité. « Je devrais peut-être écrire un livre », ai-je dit. Elle ne semblait pas disposée à accepter cette idée : « Il y a déjà tellement de livres ! ». Je laissai alors échapper ces mots : « Faut-il être catholique pour écrire sur vous ? Un fonctionnaire hindou n'est-il pas autorisé à le faire ? ». J'ai aussitôt regretté ma réaction et sombré dans un silence embarrassé car je savais bien qu'elle n'avait jamais discriminé personne. Elle prit cependant ma question au sérieux et finit par lâcher : « Entendu, mais ne parlez pas de moi, parlez de notre action ».

Profondément catholique, Mère Teresa n'avait pas pour autant une conception sectaire de la religion. Convaincue que chaque personne dont elle s'occupait était l'incarnation du Christ souffrant, elle se portait au secours des

autres, toutes croyances confondues. Cette foi qui lui était inhérente exaspérait ses détracteurs qui voyaient en elle le symbole d'une conspiration de droite, ou pire, une porte-parole des positions avouées du Vatican contre l'avortement. Ce genre de critiques ne trouva jamais d'écho en Inde, où Mère Teresa était vénérée du plus grand nombre.

Je lui fis un jour remarquer qu'elle était la femme la plus puissante du monde. « Comment cela ? », répondit-elle. « Si c'était le cas, j'apporterais la paix sur terre ». Je lui demandais alors pourquoi elle n'usait pas de son indéniable influence pour apaiser les conflits. Elle rétorqua : « Les guerres sont les fruits de la politique. Si je faisais de la politique, je cesserais d'aimer. Je ne soutiendrais que des individus, alors que je dois être solidaire de tous ».

Les legs et dons étaient les bienvenus et étaient aussitôt investis pour répondre aux besoins les plus

urgents. Mais c'était de ce qu'elle appelait « l'argent sacrifié » dont elle gardait le souvenir le plus vif, comme ce mendiant de Kolkata versant entre ses mains les quelques pièces récoltées dans la journée ou ce jeune couple hindou si épris, qui décida de renoncer à sa fête de mariage pour lui offrir la somme ainsi épargnée.

Avant sa mort, je lui avais fait part de mes préoccupations quant à l'avenir de cette organisation qu'elle avait créée à partir de rien. J'en avais vu d'autres se mettre à dépérir dès le décès de leurs fondateurs charismatiques. La première fois que je lui posai la question, elle se contenta de tendre les mains vers le ciel. La seconde fois, elle écarta ma question d'un sourire : « Laissez-moi d'abord m'en aller ! ». Comme j'insistais, elle finit par répondre : « Vous avez visité un grand nombre de nos maisons en Inde et à l'étranger. Les Sœurs portent partout les mêmes saris, mangent le même type de nourriture, font le même travail. Mère Teresa n'est pas partout et pourtant le travail se poursuit ». Puis elle ajouta : « Tant que nous resterons engagés envers les plus pauvres des pauvres, et que nous n'irons pas servir les riches, notre entreprise prospérera ».

En tant qu'hindou plutôt éclectique, il m'a fallu peut-être plus de temps qu'aux autres pour comprendre que Mère Teresa vivait avec le Christ en elle, aussi bien pendant l'office, qu'au moment où elle offrait son aide à quelqu'un. À ses yeux, le Christ sur son crucifix n'était pas différent de l'agonisant qui gisait dans son hospice de Kalighat. Pour Mère Teresa, aimer son prochain, c'était aimer Dieu. C'était la seule chose qui était importante à ses yeux et non l'ampleur de sa mission ou le pouvoir que les autres lui attribuaient. Elle me l'expliqua d'ailleurs un jour avec des mots simples, qui en disent long : « Nous sommes appelés non à réussir, mais à être fidèles ». ■

Haut fonctionnaire indien à la retraite, **Navin Chawla** a côtoyé Mère Teresa pendant de longues années. Il est l'auteur d'une biographie de la fondatrice des Missionnaires de la charité.

Le centenaire de la naissance de Mère Teresa est célébré à l'échelle mondiale entre août 2010 et août 2011.

Manuela Sáenz

une amazone au service de l'Amérique latine

LAUTARO POZO

La commémoration du bicentenaire des indépendances latino-américaines (2009-2011) a été l'occasion pour l'historiographie d'exalter les héros de cette épopée. L'Équatorienne Manuela Sáenz Aizpuru est du nombre. Née à la fin du 18^e siècle, celle que Simón Bolívar nommait la « libératrice du Libérateur » survit dans les mémoires comme ayant sauvé la vie à ce dernier, lors d'une tentative d'attentat à Bogotá, la capitale colombienne, en 1828. Elle a fait beaucoup plus.

À cette date, cette très belle femme, admiratrice de Bolívar, avait déjà maints faits d'armes à son actif. Dès 1809-1810, encore adolescente, elle soutient les insurgés dans sa ville natale de Quito, où débute la lutte pour l'indépendance. En 1821, elle favorise la libération de Lima (Pérou), où elle s'est mariée, et se voit décorée « Chevalière de l'Ordre du Soleil » par le général San Martín. De retour à Quito, elle participe à la bataille de Pichincha qui consacre l'indépendance de la Grande Colombie. C'est lors de l'entrée triomphale du Libérateur, le 24 mai 1822, que nos deux héros se rencontrent. Ils ne se quitteront plus jusqu'à la mort de Bolívar, en 1830.

Dès 1823, elle sera sa secrétaire et son archiviste attitrée. Conseillère avisée, politicienne confirmée, elle œuvrera en coulisses en faveur du grand homme, à la fois confidente et médiatrice des chefs militaires, de Sucre à San Martín.

Mais surtout, elle fait miracle sur les champs de bataille, recrutant, armant, ravitaillant, organisant, secourant les blessés, se dépensant sans compter à tous les postes où elle pouvait être utile. Elle note dans son journal : « (...) nous recrutons des villages entiers au service



© Oscar Monsalve, Coll. Casa Museo Quinta de Bolívar, Ministère de la Culture de Colombie, Bogotá

de la révolution, de la patrie. Des femmes cousaient des uniformes, d'autres teignaient des tissus (...). Nous entraînions des enfants à qui nous demandions de ramasser des morceaux de fer et de tôle pour les fondre et en faire des fusils, des canons, des clous, des fers à cheval, etc. Bref, j'étais une véritable commissaire à la guerre, qui n'a point connu de répit jusqu'au triomphe de notre révolution ».

En 1824, après la bataille décisive de Junín pour l'indépendance du Pérou, elle obtient le grade de capitaine des hussards, puis de colonelle de l'armée de la Grande Colombie. Mais c'est finalement dans l'exil, à Paita (Pérou) que cette infatigable Équatorienne décède, en 1856.

Son histoire pourtant ne s'arrête pas là, puisque en 2007, bien des années plus tard, elle est élevée à titre posthume au grade de générale de la République de l'Équateur par le Président Rafael Correa. ■

Lautaro Pozo est Ambassadeur, Délégué permanent de l'Équateur auprès de l'UNESCO